Res
HC115
P471
1990

LA PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Ministère des Finances

Juin 1990

Fin/TB Library - Bibliothèque Fin/CT
3 0145 00082072 7

FINANCE - TREASURY BOARD
LIBRARY - REC'D
SEP 18 1990
FINANCES CONSEIL DU TRÉSOR
BIBLIOTHÈQUE — REÇU

- L'inflation est le problème économique le plus sérieux auquel fait face le Canada aujourd'hui.

- Des tensions considérables sur les coûts dans les marchés du travail et des produits, tensions qui se sont manifestées par une détérioration de la compétitivité internationale du Canada, sous-tendent ce problème inflationniste.

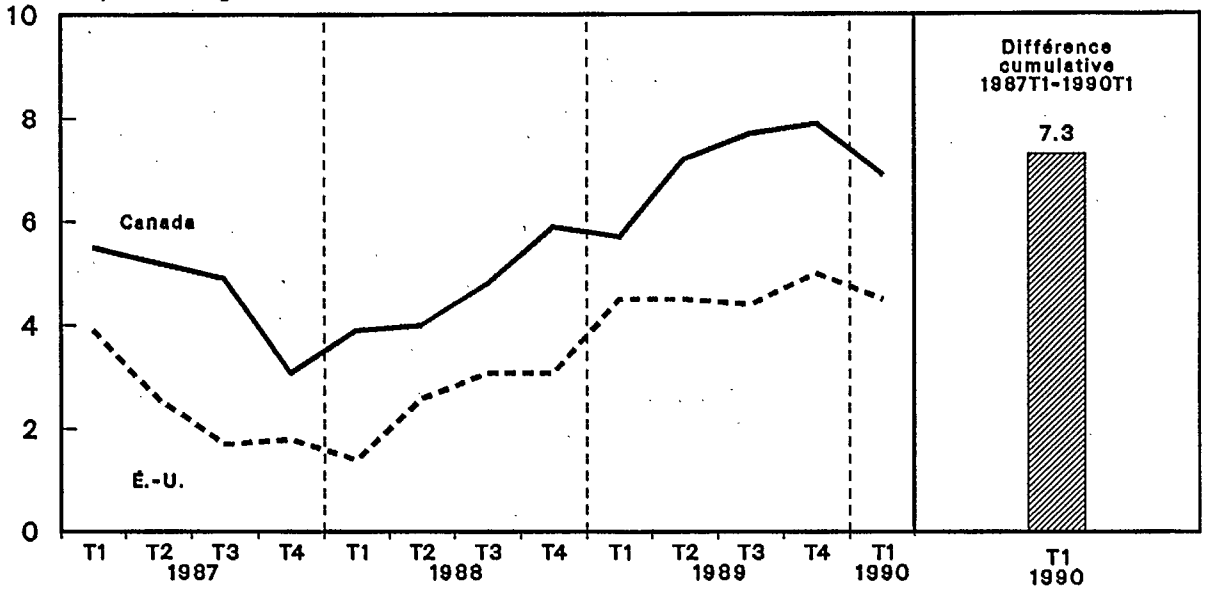
- Les grandes mesures de la compétitivité des coûts, comme les «coûts unitaires de main-d'oeuvre», montrent la grande détérioration de notre compétitivité sur les marchés internationaux.

- Au Canada, les coûts unitaires de main-d'oeuvre n'ont cessé de dépasser ceux enregistrés aux États-Unis; la détérioration de la compétitivité des coûts au Canada par rapport au Japon et à l'Allemagne est encore plus marquée.

Inflation/problèmes de compétitivité

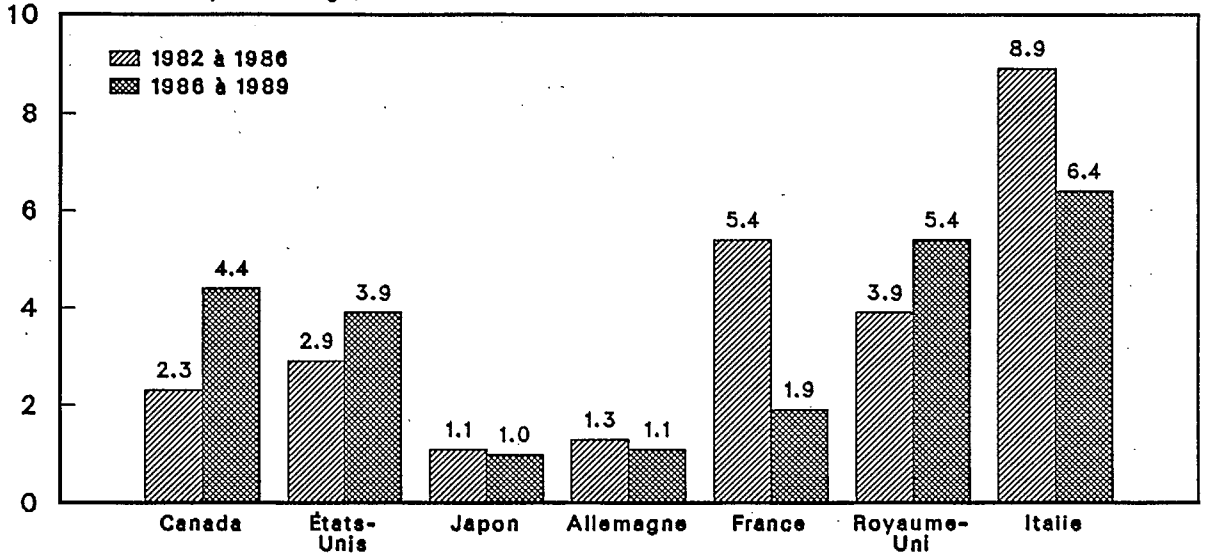
Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre Comparaison Canada-É.-U.

en pourcentage - une année sur l'autre, secteur commercial



Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre calculés en monnaies intérieures

variation en pourcentage, taux annuels



Source: OCDÉ, *Perspectives économiques*, décembre 1989.

- La forte croissance enregistrée de 1983 à 1986 a éliminé la presque totalité de la capacité excédentaire présente dans l'économie canadienne à la suite de la récession de 1981-1982.

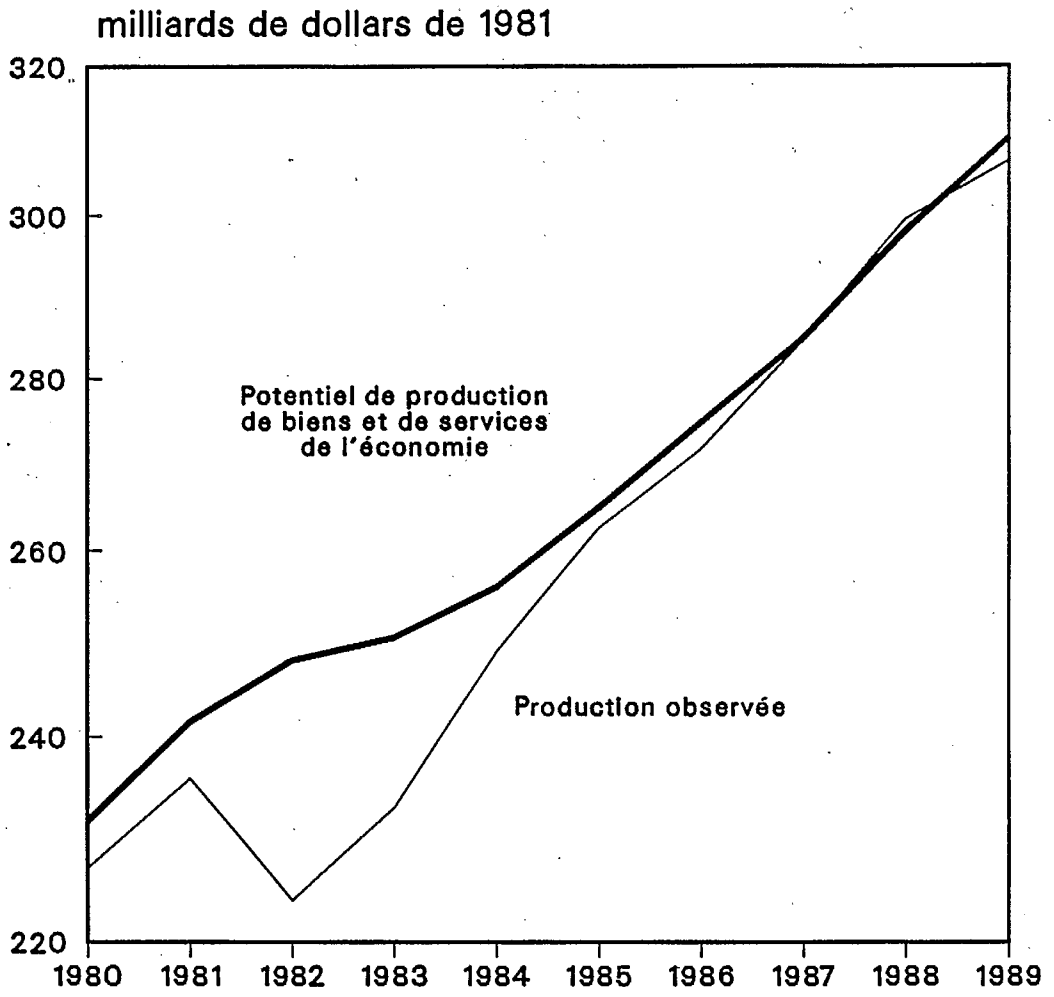
- À la fin de 1987, la demande avait dépassé la capacité dans de nombreux secteurs, entraînant une poussée des importations et donnant lieu à de fortes pressions sur les salaires et les prix.

- Cette situation a exercé des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt et par le fait même sur le déficit fédéral.

- La croissance globale à diminué à 2.1% en moyenne au cours des trois derniers trimestres de 1989, un taux inférieur au potentiel de croissance de l'économie.

Demande excédentaire

Produit intérieur brut réel potentiel et observé*



* Correspond au secteur commercial de l'économie.

- Les pressions exercées par la demande excédentaire sont évidentes à la fois sur les marchés du travail et des produits.

- Depuis le milieu de 1987, le taux d'utilisation des capacités a atteint au moins sa moyenne à long terme.

- Le taux de chômage global est à l'heure actuelle à son plus faible niveau depuis la fin des années 70.

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS NON AGRICOLES
(POUR CENT)

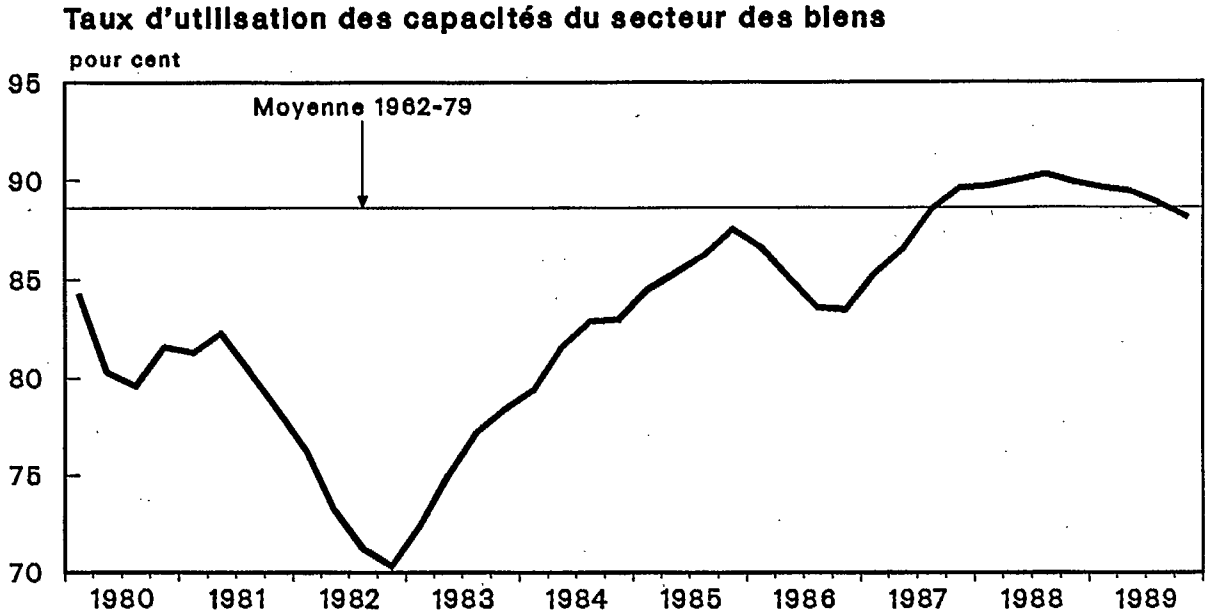
	1962-79 Moyenne	1986	1987	1988	1989	1989 T1	1989 T2	1989 T3	1989 T4
Total	88.6	84.7	87.5	90.0	89.0	89.6	89.4	88.8	88.1
Mines	85.9	72.6	75.9	80.2	78.3	78.6	79.2	78.0	77.5
Secteur manufacturier	89.4	87.1	88.5	90.3	89.0	89.5	89.6	88.0	87.9
Biens non durables	90.7	91.0	92.9	93.3	91.9	92.4	92.5	91.7	91.2
Biens durables	88.2	84.2	85.2	88.2	86.9	87.5	87.6	87.0	85.6
Électricité, gaz	91.0	91.8	94.5	92.7	90.0	91.2	90.1	89.3	89.5
Construction	89.8	86.4	92.1	96.5	97.4	98.3	97.1	97.2	97.0
Énergie	87.2	75.9	78.8	81.3	80.1	80.4	80.7	79.9	79.6
Total, hors énergie	89.1	86.7	89.5	92.1	91.3	91.9	91.7	91.1	90.4

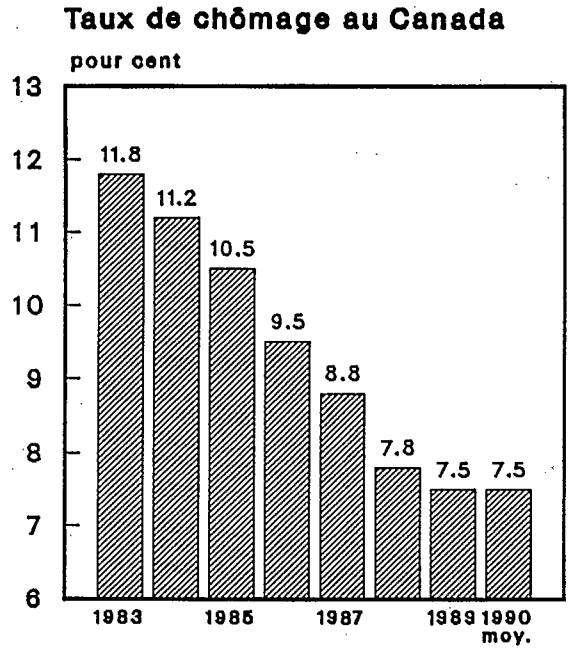
Source : Banque du Canada

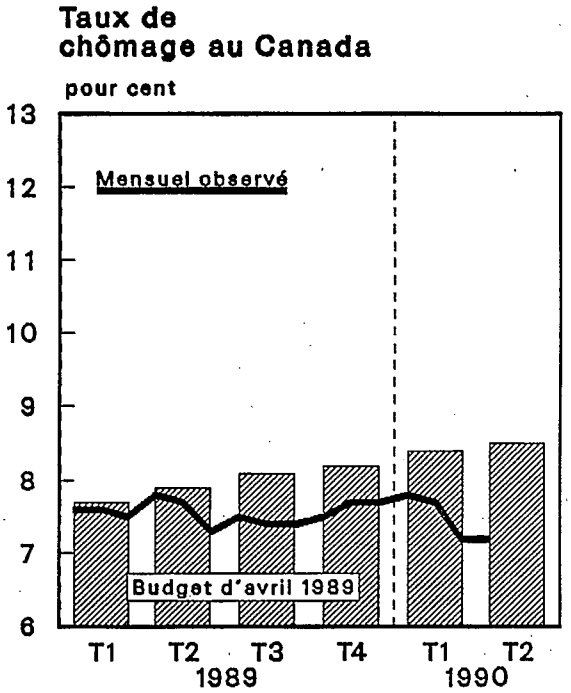
CROISSANCE DE L'EMPLOI ET TAUX DE CHÔMAGE

	1989 Oct.	1989 Nov.	1989 Déc.	1990 Janv.	1990 Fév.	1990 Mars	1990 Avr.
Emploi (Variation en % année sur année)	2.0	1.9	1.5	1.3	1.7	1.3	2.2
Taux de chômage	7.5	7.7	7.7	7.8	7.7	7.2	7.2

Demande excédentaire







- La demande intérieure est le meilleur indicateur d'une économie active. À la fin de 1987, elle avait commencé à dépasser la capacité d'offre de biens et de services de l'économie.

- La vigueur de la demande intérieure a été généralisée, mais particulièrement marquée au chapitre des investissements des entreprises et des investissements résidentiels.

  - Les investissements non résidentiels des entreprises ont été le moteur de la croissance au cours des cinq dernières années, faisant passer la part des investissements dans le PIB à un niveau record. Cette croissance des investissements résulte des initiatives structurelles prises par le gouvernement et le maintien des contraintes de capacité sur de nombreux marchés de produits.

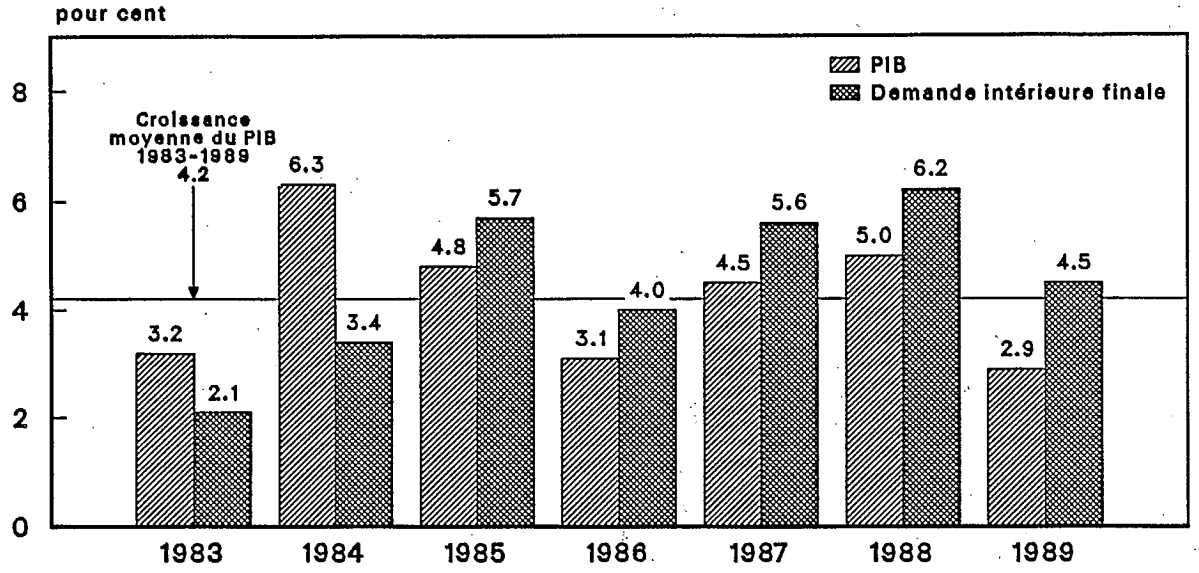
  - La construction résidentielle a été très forte et elle se maintient au moins au niveau des besoins démographiques.

MISES EN CHANTIER
(en milliers, taux annuels)

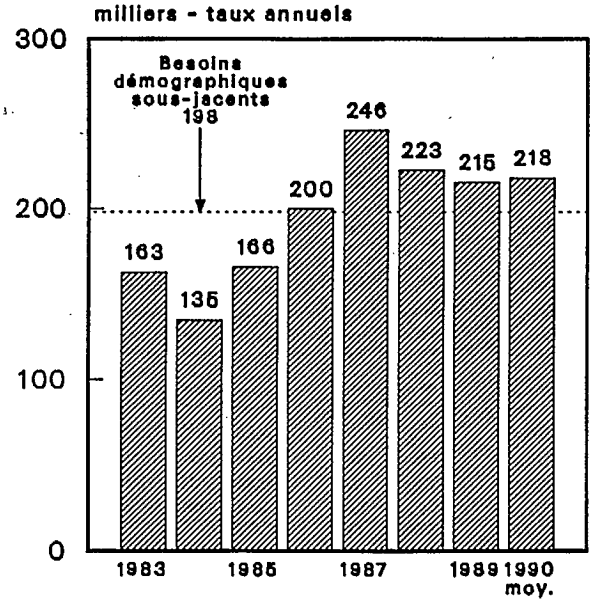
	1989			1990			
	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.
Total	219	212	224	220	225	226	199

Demande excédentaire

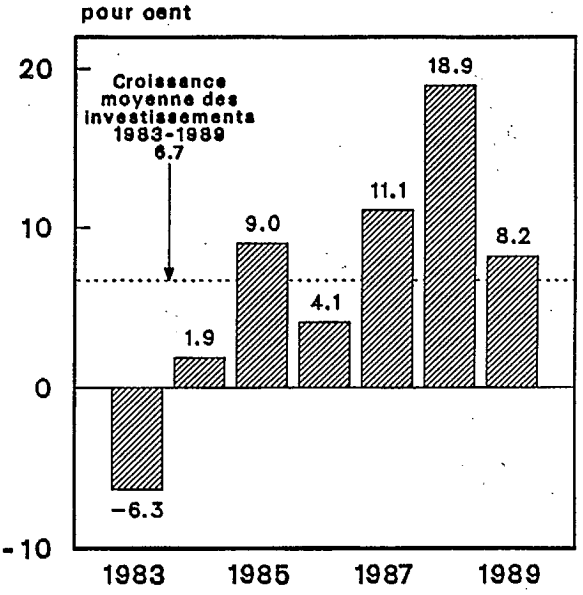
Croissance du PBI réel et de la demande intérieure finale



Mises en chantier



Croissance des investissements non résidentiels réels des entreprises



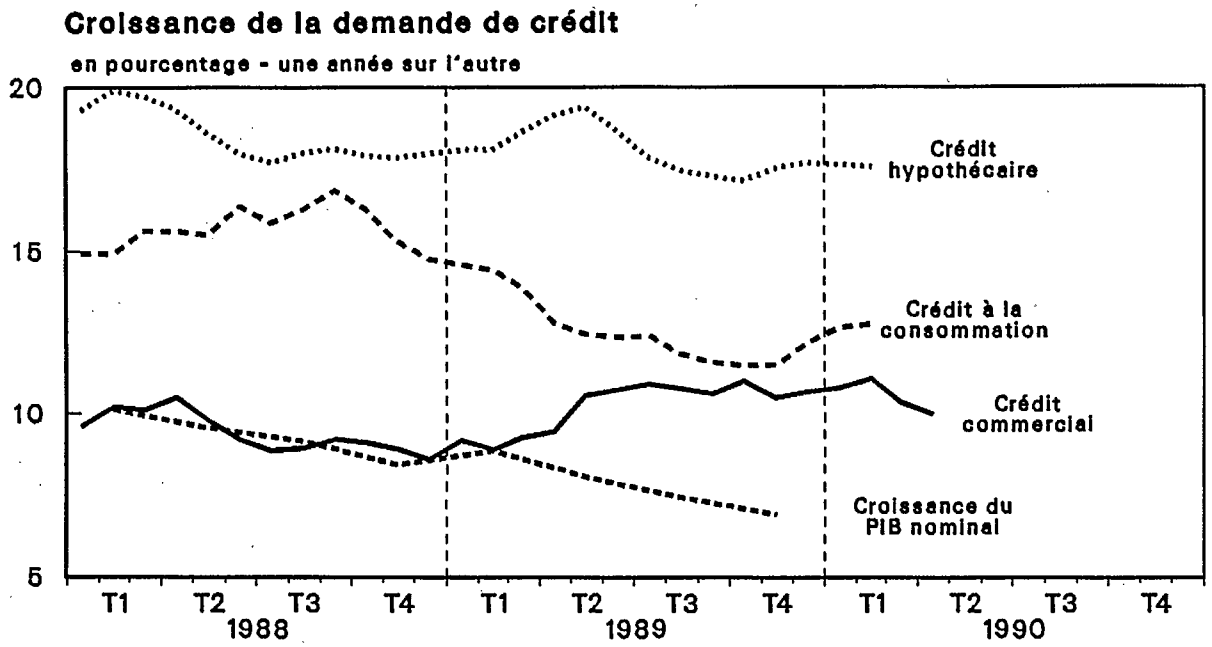
- La vigueur de la demande intérieure se reflète dans l'expansion rapide du crédit.

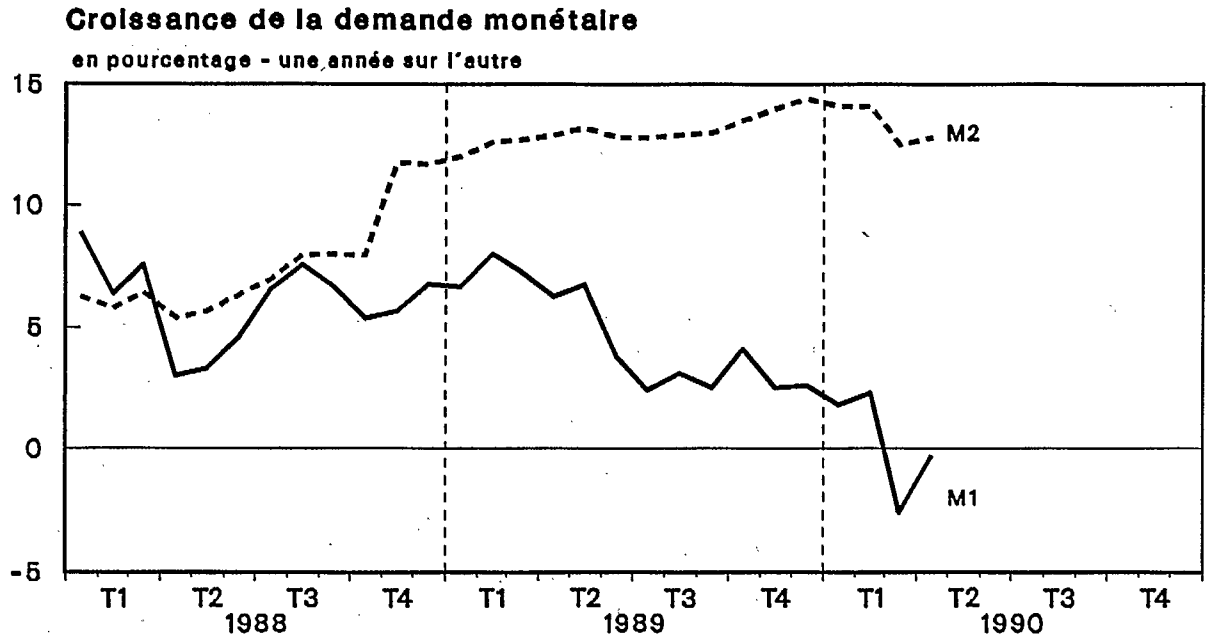
- Cette expansion est évidente sur tous les marchés de crédit -- entreprises, consommateurs et hypothèques. Elle est particulièrement forte sur le marché hypothécaire, en raison de la vigueur (jusqu'à tout récemment) de ce secteur.

- Jusqu'à présent, on ne constate aucun signe d'une atténuation de la demande de crédit, particulièrement de la part des ménages, la croissance du crédit continuant de dépasser largement les augmentations du PIB nominal. Ce fait exerce des tensions considérables sur la situation financière des secteurs des particuliers et des sociétés.

- La masse monétaire au sens large, M2, qui est étroitement reliée à l'activité économique, continue d'augmenter très fortement.

Croissance de l'excédent de crédit





- La vigueur de la demande de crédit au Canada au cours des deux dernières années -- et celle de la demande excédentaire sous-jacente et des tensions inflationnistes -- est particulièrement évidente lorsqu'on effectue une comparaison avec la situation aux États-Unis.

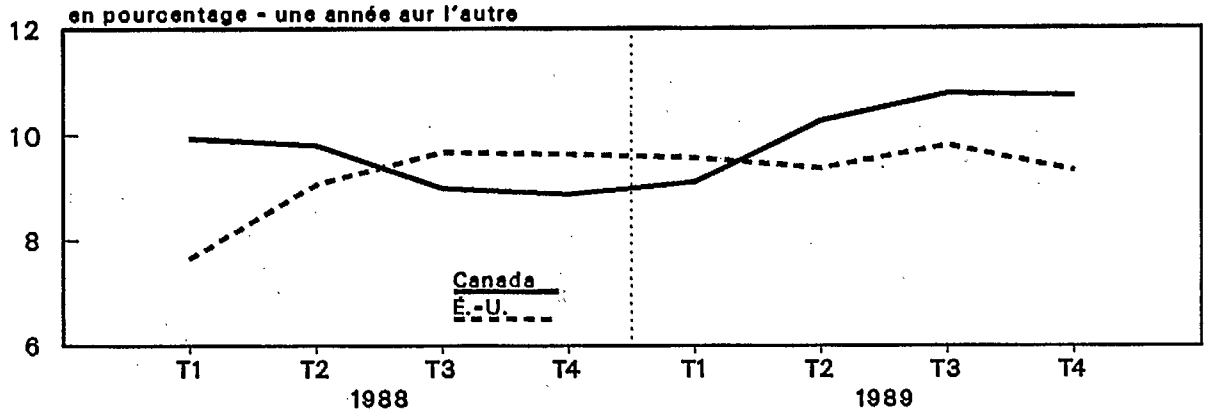
- La demande de crédit hypothécaire et de crédit à la consommation au Canada augmente à un taux près du double de celui enregistré aux États-Unis.

- La croissance du crédit commercial au Canada est demeurée forte et dépasse maintenant celle enregistrée aux États-Unis.

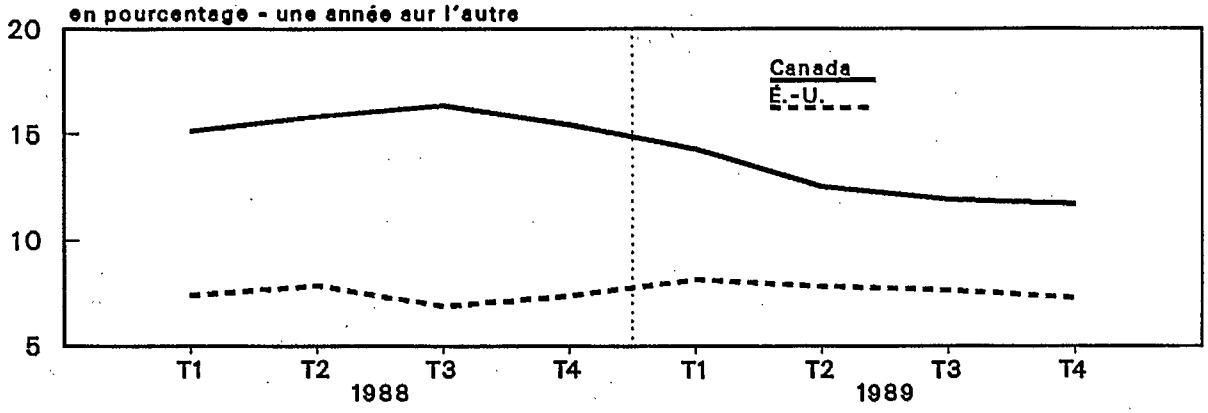
Croissance de l'excédent du crédit

Demande globale de crédit
Canada et États-Unis

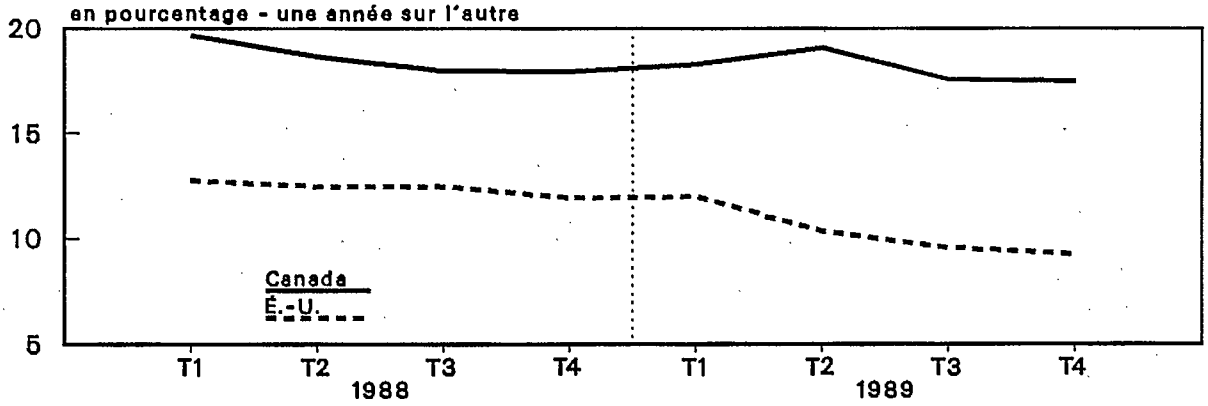
Crédit commercial



Crédit à la consommation



Hypothèques résidentielles



- Le taux global et le taux sous-jacent d'inflation -- hors aliments et énergie -- n'ont tous les deux cessé d'augmenter au cours des deux dernières années.

- Un examen de leurs composantes permet de constater que les taux d'inflation dans les secteurs de biens et des services ont augmenté sensiblement au cours de cette période. L'inflation dans le secteur des services a constamment été plus élevée que dans celui de biens, l'augmentation dans ce dernier étant freinée sensiblement par l'appréciation du taux de change.

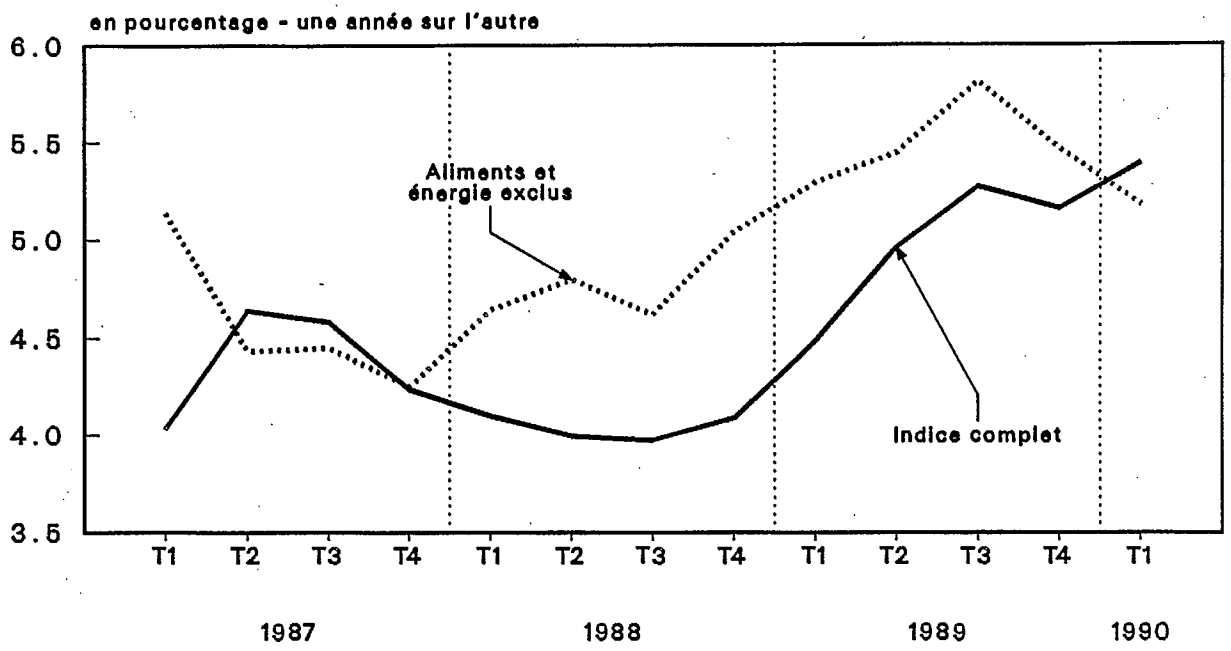
- Le taux d'inflation du secteur de biens a bondi au premier trimestre de 1990 en raison des effets du gel sur les prix des aliments en Floride; cela n'eut qu'un effet transitoire et la hausse des prix des aliments s'est modérée depuis.

TAUX D'INFLATION, CANADA
(en pourcentage, une année sur l'autre)

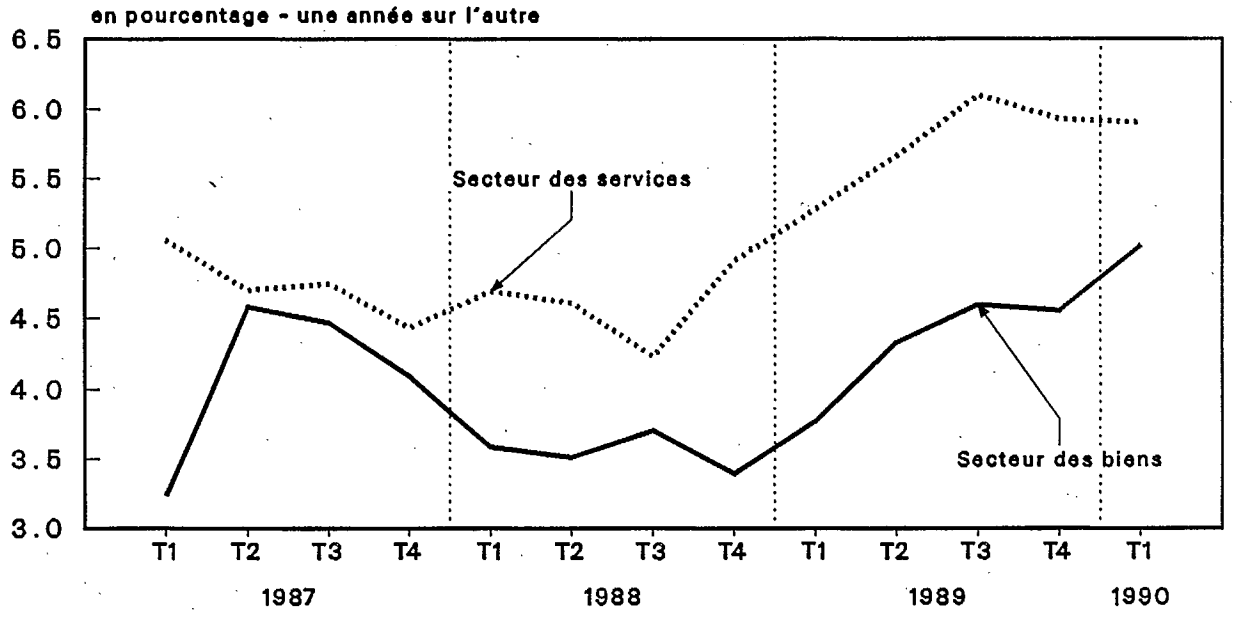
	1989						1990			
	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.
Indice d'ensemble	5.4	5.2	5.2	5.1	5.2	5.1	5.5	5.4	5.3	5.0
Aliments	4.1	3.1	2.9	3.3	3.7	3.4	4.8	4.9	5.0	3.9
Énergie	4.4	6.0	5.8	6.2	7.5	7.3	9.0	9.7	10.0	9.8
Indice d'ensemble, hors aliments et énergie	5.9	5.7	5.8	5.6	5.4	5.4	5.4	5.2	4.9	4.9
Services	6.1	6.1	6.1	5.9	5.8	6.0	5.9	6.0	5.7	5.7
Logement	7.2	7.2	6.7	6.8	6.7	6.7	6.8	6.8	6.5	6.0
Biens	4.8	4.5	4.5	4.6	4.7	4.4	5.2	4.9	4.9	4.4
Durables	5.0	4.5	4.6	4.1	2.9	2.7	3.0	2.5	2.1	1.1
Semi-durables	4.7	4.5	4.8	4.4	4.1	3.2	3.7	2.3	2.8	3.0
Non durables	5.4	5.2	5.0	5.4	6.0	5.8	6.9	7.1	7.3	6.7

Indicateurs de l'inflation

Taux d'inflation de l'IPC



Taux d'inflation de l'IPC - secteurs des biens et services



- L'inflation est nettement un problème national.
- Le taux d'inflation national a augmenté en 1989, mais fait plus troublant, huit des dix provinces ont enregistré des hausses de l'inflation au cours de la dernière année. Les seules exceptions sont l'Ontario, où le taux d'inflation a diminué, et le Québec, où il est demeuré inchangé.
- Sept provinces enregistrent des taux d'inflation supérieurs à la «moyenne nationale».

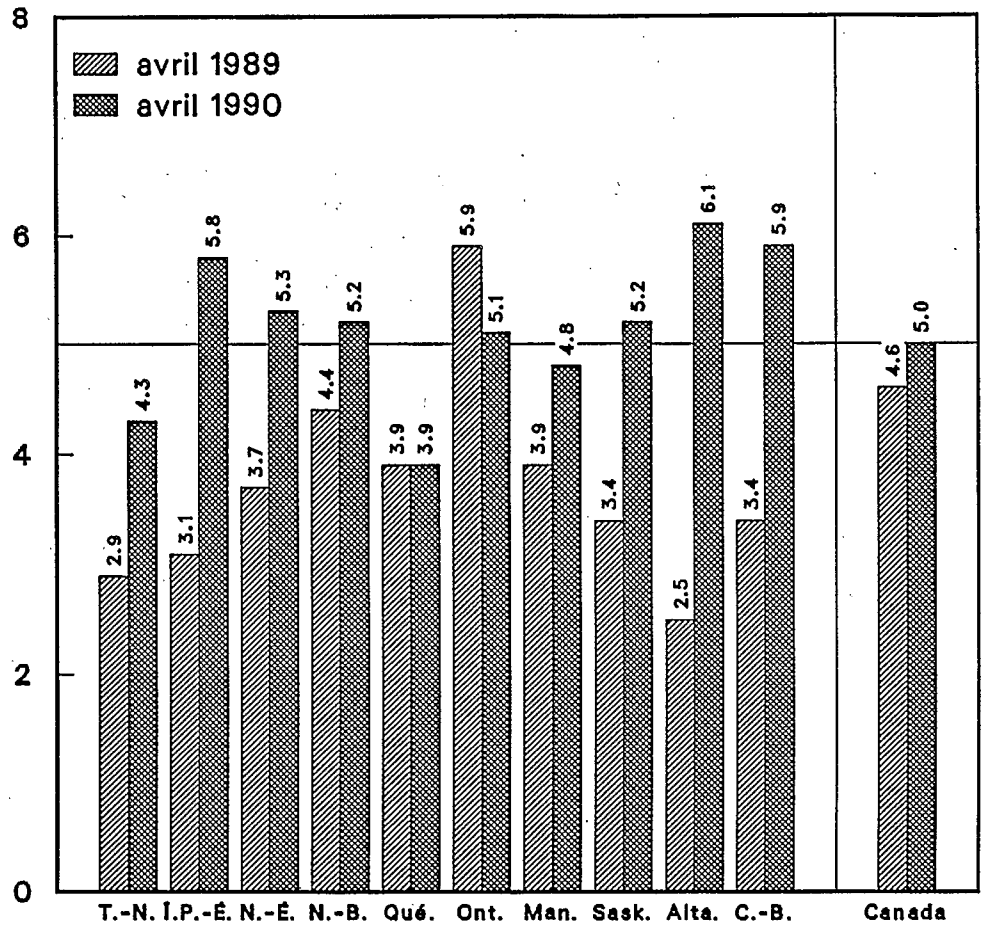
IPC PAR PROVINCE
(en pourcentage, une année sur l'autre)

	1989						1990			
	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.
Canada	5.4	5.2	5.2	5.1	5.2	5.1	5.5	5.4	5.3	5.0
Terre-Neuve	4.0	4.0	4.0	4.1	3.9	4.4	4.9	5.1	4.9	4.3
I.P.E.	4.3	3.3	4.4	3.9	4.6	4.6	5.1	5.4	5.2	5.8
Nouvelle-Écosse	5.2	4.7	5.1	4.9	4.8	5.2	5.0	5.8	6.0	5.3
Nouveau-Brunswick	5.4	5.3	4.9	4.9	4.7	4.9	4.9	5.7	5.7	5.2
Québec	5.0	4.5	4.5	4.5	4.5	3.9	4.8	4.4	4.5	3.9
Ontario	6.1	5.8	5.8	5.7	5.7	5.6	5.9	5.8	5.6	5.1
Manitoba	5.6	5.1	4.7	4.2	5.1	4.4	4.8	4.9	4.8	4.8
Saskatchewan	5.2	5.0	5.2	4.6	4.8	4.6	4.5	5.1	5.0	5.2
Alberta	5.0	5.0	5.2	5.2	5.5	6.2	6.5	6.3	5.7	6.1
C.B.	4.5	4.8	4.8	5.1	5.1	5.5	5.6	5.8	5.7	5.9
Canada, sans Ontario	4.9	4.7	4.8	4.7	4.8	4.7	5.2	5.1	5.0	4.9

Indicateurs de l'inflation

IPC par province

en pourcentage - une année sur l'autre



- Les taux d'inflation au Canada et aux États-Unis ont augmenté de façon marquée depuis le début de 1988.
- Même si les taux d'inflation des deux pays sont relativement semblables, l'appréciation du dollar canadien en 1989 cache dans une certaine mesure les tensions sous-jacentes qui s'exercent sur les prix au Canada.
- Les fortes baisses des marges bénéficiaires des entreprises au Canada -- et dans une moindre mesure aux États-Unis -- depuis un ou deux an ont aussi limité le taux d'inflation au cours de cette période.

IPC - ÉTATS-UNIS
(en pourcentage, une année sur l'autre)

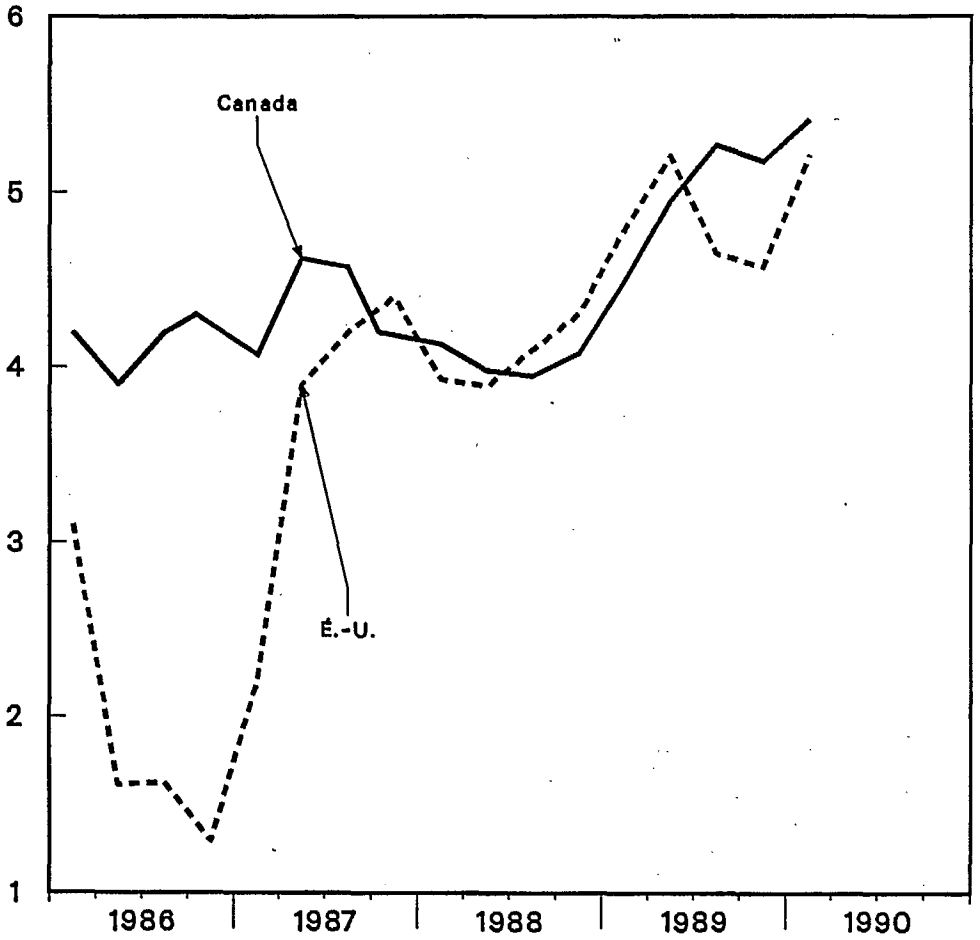
	1989						1990			
	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.
Indice d'ensemble	5.0	4.7	4.3	4.5	4.7	4.6	5.2	5.3	5.2	4.7
Indice d'ensemble, hors aliments et énergie	4.6	4.4	4.3	4.3	4.4	4.4	4.4	4.6	4.9	4.8

IPC - CANADA
(en pourcentage, une année sur l'autre)

	1989						1990			
	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.
Indice d'ensemble	5.4	5.2	5.2	5.1	5.2	5.1	5.5	5.4	5.3	5.0
Indice d'ensemble, hors aliments et énergie	5.9	5.7	5.8	5.6	5.4	5.4	5.4	5.2	4.9	4.9

Comparaison de l'IPC entre le Canada et les États-Unis

en pourcentage - une année sur l'autre



- Une détérioration marquée des tensions sous-jacentes sur les coûts explique la hausse de l'inflation et le risque important d'une réduction hâtive et substantielle de l'inflation.

- Presque toutes les mesures des coûts salariaux ont affiché des augmentations marquées depuis le début de 1988.

  - Les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont plus que doublé, passant de près de 3% en 1988 à environ 7% à la fin de 1989.

  - Les règlements salariaux se sont aussi accélérés fortement depuis le début de 1989, et se situent à l'heure actuelle dans la fourchette de 6% comparativement à environ 4½% en 1988.

  - La croissance du revenu moyen du travail par employé a maintenant atteint 7.5%.

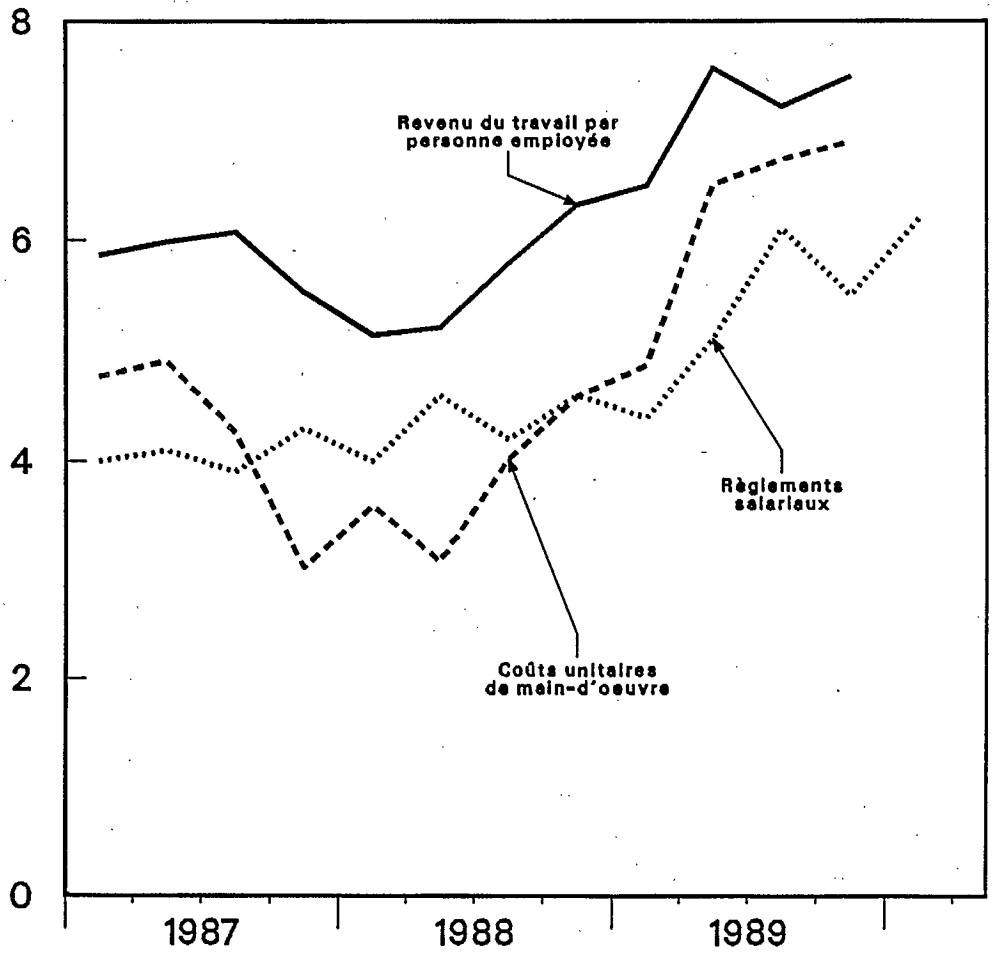
RÉGLEMENTS SALARIAUX
(en pourcentage, une année sur l'autre)

	1988		1989				1990
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Ensemble du Canada	4.2	4.6	4.4	5.1	6.1	5.5	6.2
Secteur privé	5.1	4.8	4.7	5.6	4.4	5.7	5.7
Secteur manufacturier	4.9	4.6	6.1	5.4	5.0	6.1	5.5

Inflation sous-jacente/pressions sur les coûts

Tensions salariales

en pourcentage - une année sur l'autre



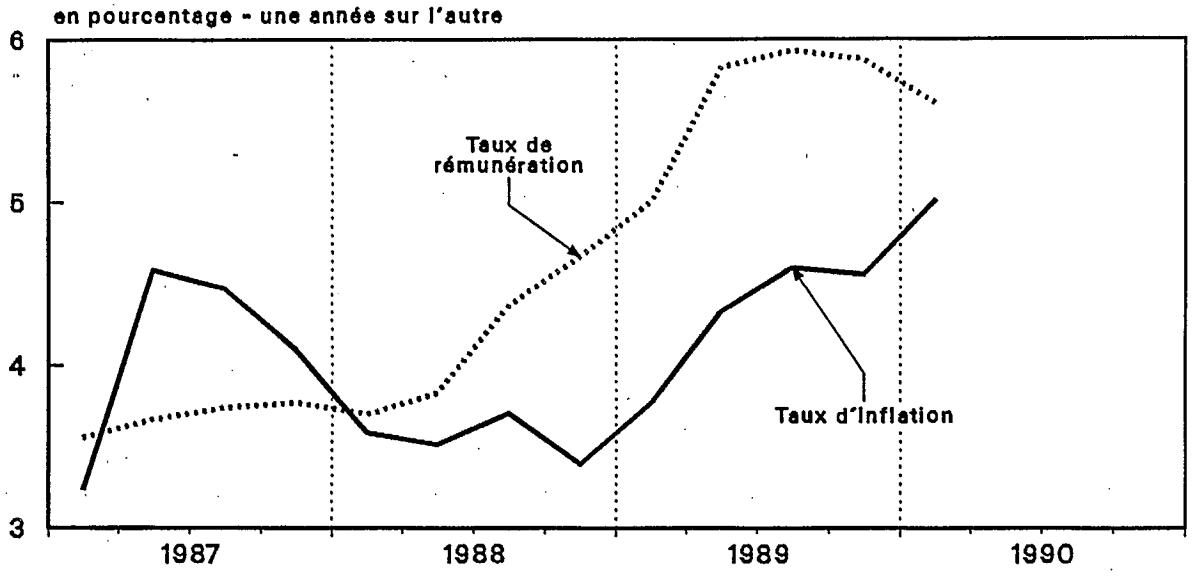
- Un examen du comportement différent des prix et des coûts dans les secteurs de biens et des services permet de se faire une idée dans une certaine mesure du problème que pose actuellement l'inflation.

- Les coûts salariaux dans le secteur de biens ont sensiblement dépassé le taux d'inflation dans ce secteur depuis le début de 1988, ce qui a contribué à une baisse marquée des marges bénéficiaires. Toutefois, ces marges ont atteint de faibles niveaux insoutenables et, sans un relâchement des tensions sur les coûts de main-d'oeuvre, l'inflation rebondira dans le secteur des biens.

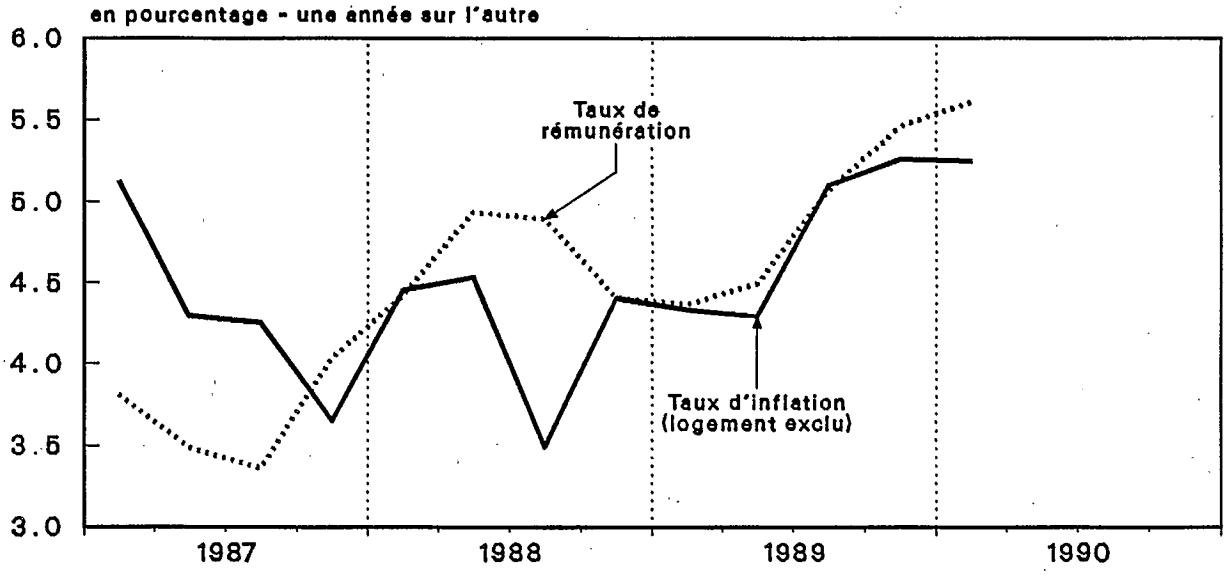
- L'inflation dans le secteur des services n'a que très peu ralenti, tandis que les coûts salariaux ont augmenté de pair avec les prix dans ce secteur.

Inflation sous-jacente/pressions sur les coûts

Comparaison entre le taux d'inflation et les gains horaires moyens dans le secteur des biens



Comparaison entre le taux d'inflation et les gains horaires moyens dans le secteur des services



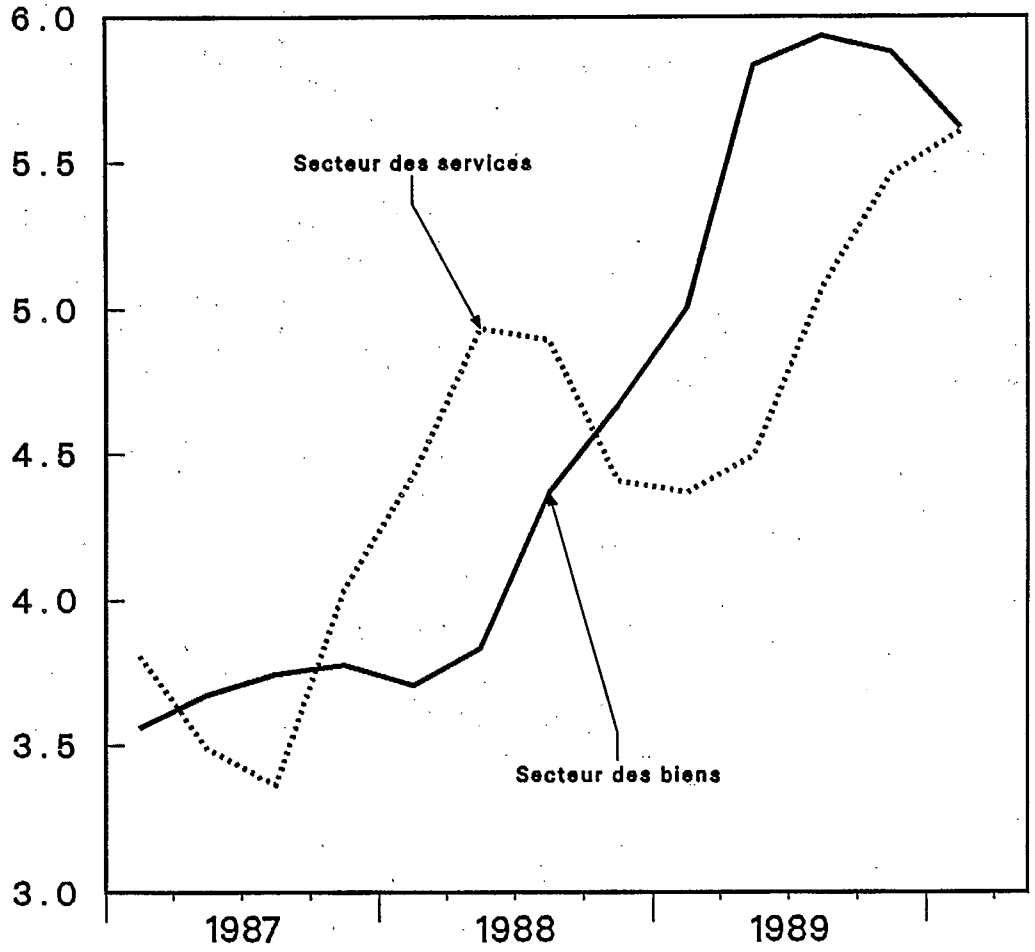
- L'incidence de la demande excédentaire sur les marchés du travail se manifeste nettement par la hausse rapide des coûts salariaux.

- À compter de la fin de 1987, les tensions salariales ont augmenté sensiblement à la fois dans les secteurs de biens et des services; le taux annuel d'augmentation est passé d'environ 3.5% vers la fin de 1987 à près de 6% au début de 1990.

Inflation sous-jacente/pressions sur les coûts

Gains horaires moyens
Secteurs de biens et des services

en pourcentage - une année sur l'autre



- Tout comme l'inflation est un problème national et non régional, des tendances semblables sont évidentes dans les coûts salariaux.

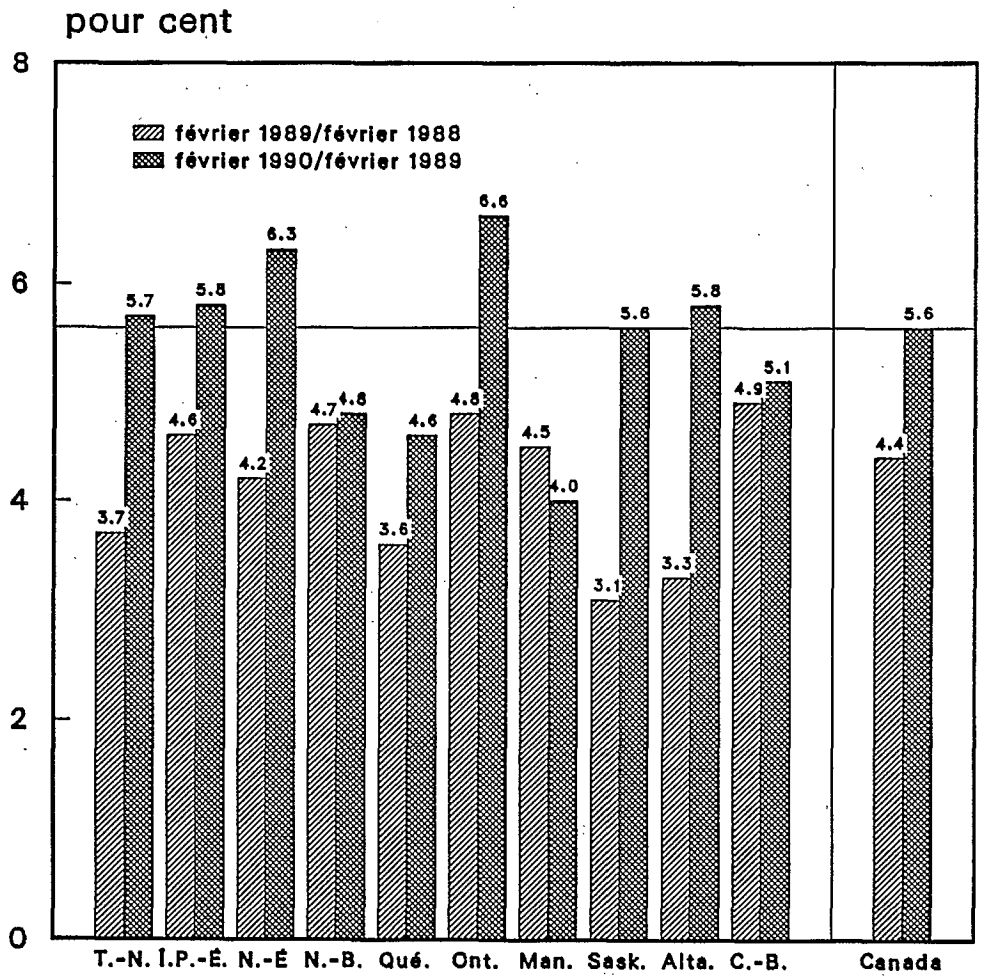
- Les gains horaires moyens nationaux ont augmenté considérablement par rapport à l'an dernier, et ont augmenté dans toutes les provinces sauf au Manitoba.

- Six provinces ont enregistré des augmentations des gains horaires moyens au moins comparables à la «moyenne nationale».

- Les plus fortes augmentations ont été enregistrées en Saskatchewan et en Alberta (2.5 points), à Terre-Neuve (2.0 points) et en Ontario (1.8 point).

Inflation sous-jacente/pressions sur les coûts

Gains horaires moyens - par province

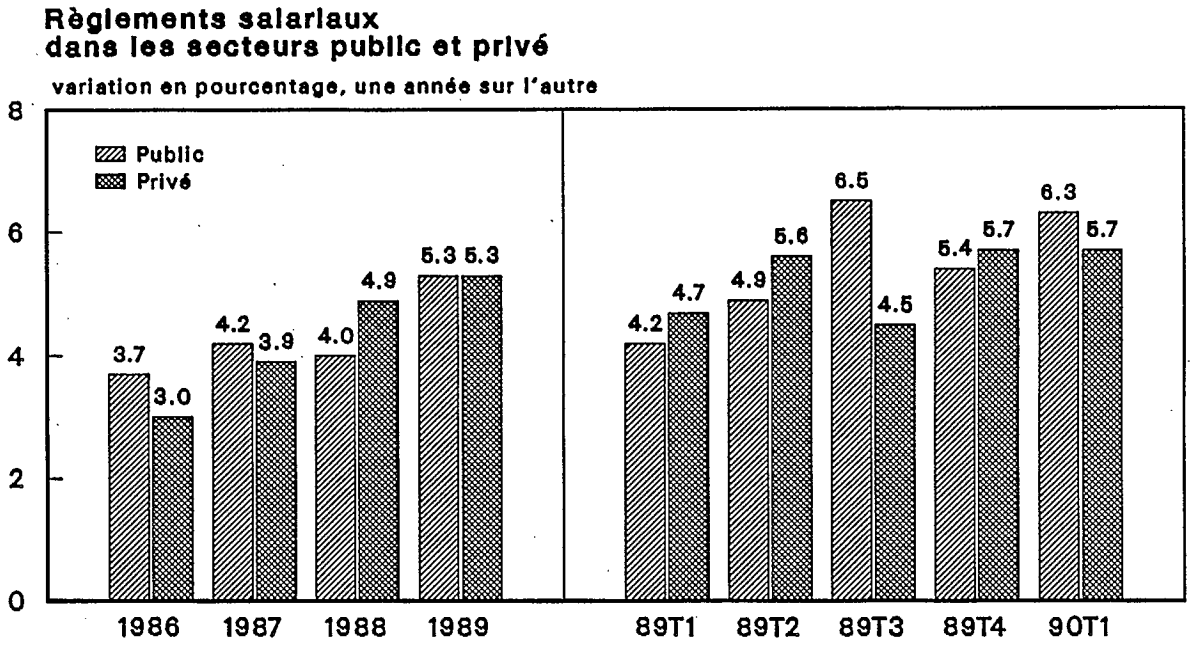


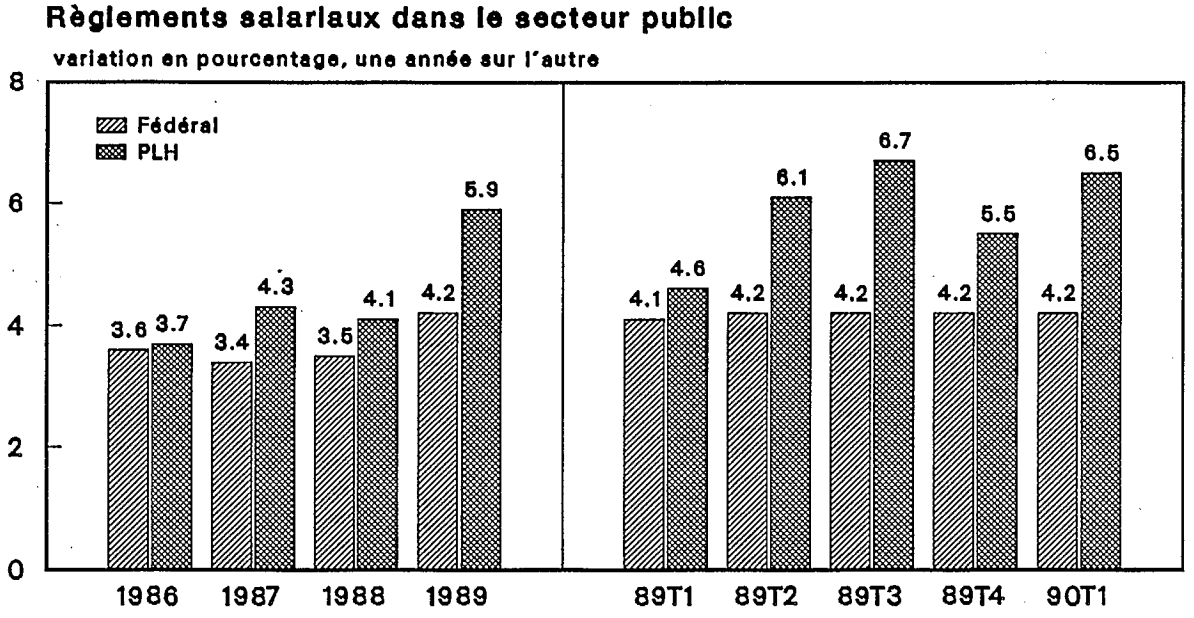
- Il est aussi utile d'examiner le problème que posent les coûts salariaux en effectuant une comparaison entre les secteurs privé et public.

- Les règlements salariaux dans le secteur public, qui avaient accusé un retard sur ceux du secteur privé en 1988, se sont accélérés en 1989 et ils dépassent à l'heure actuelle ceux du secteur privé; ceci, malgré une accélération des règlements dans le secteur privé au cours des trois dernières années.

- Cette accélération des règlements dans le secteur public traduit de fortes hausses dans le secteur PLH; les règlements dans le PLH sont passés à 6.5%, alors qu'ils demeuraient stables à 4.2% dans l'administration fédérale.

Inflation sous-jacente/pressions sur les coûts

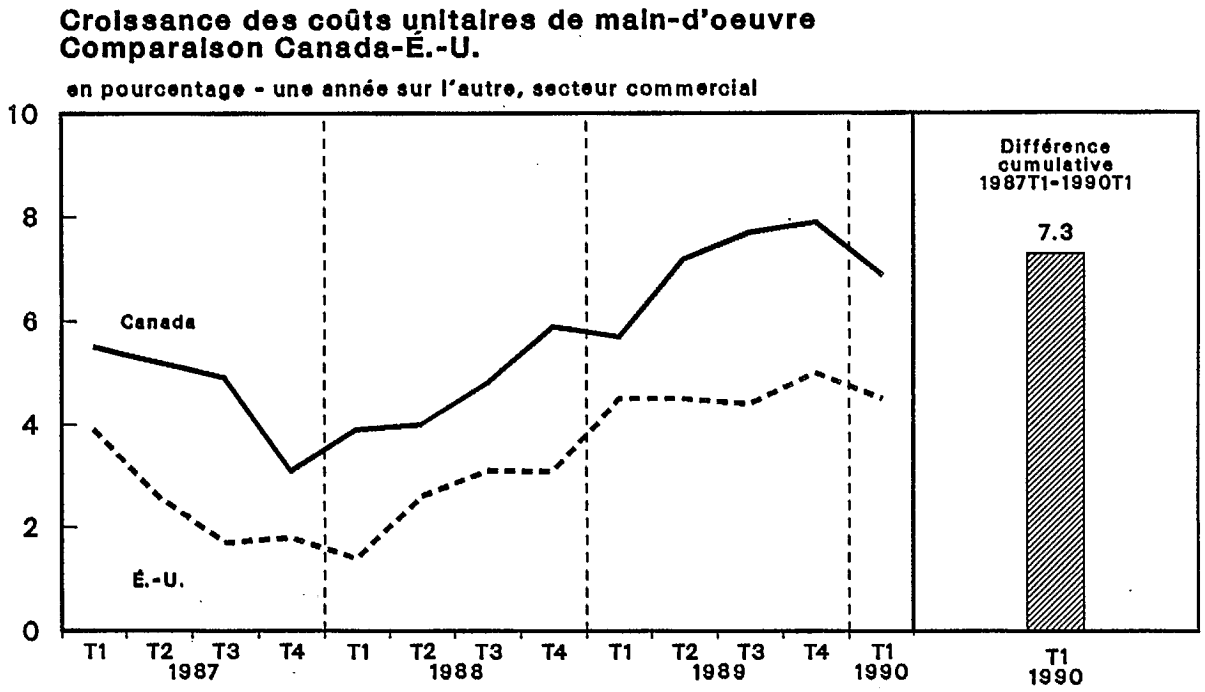


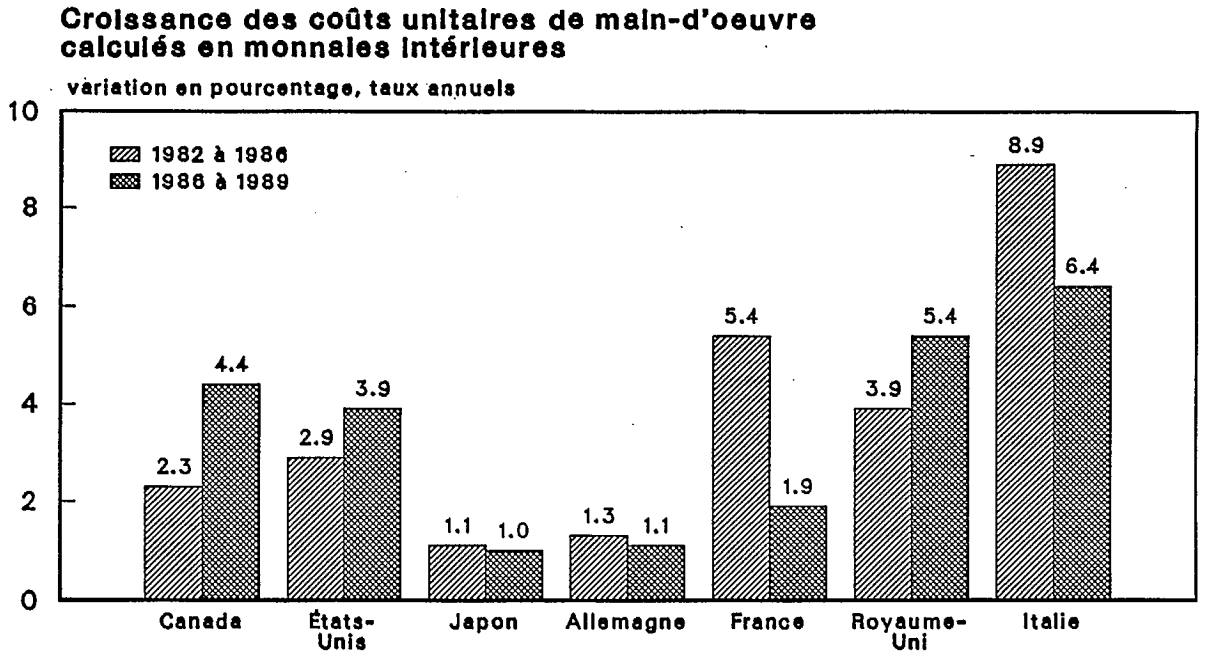


- Les grandes mesures de la compétitivité des coûts, comme les «coûts unitaires de main-d'oeuvre», montrent la grande détérioration de notre compétitivité sur les marchés internationaux.

- Au Canada, les coûts unitaires de main-d'oeuvre n'ont cessé de dépasser ceux enregistrés aux États-Unis; la détérioration de la compétitivité des coûts au Canada par rapport au Japon et à l'Allemagne est encore plus marquée.

Détérioration des comparaisons internationales





Source: OCDÉ, *Perspectives économiques*, décembre 1989.

- La croissance de la demande intérieure a été sensiblement plus forte au Canada qu'aux États-Unis, en raison de contraintes plus importantes de capacité et, en conséquence, des tensions inflationnistes sous-jacentes.

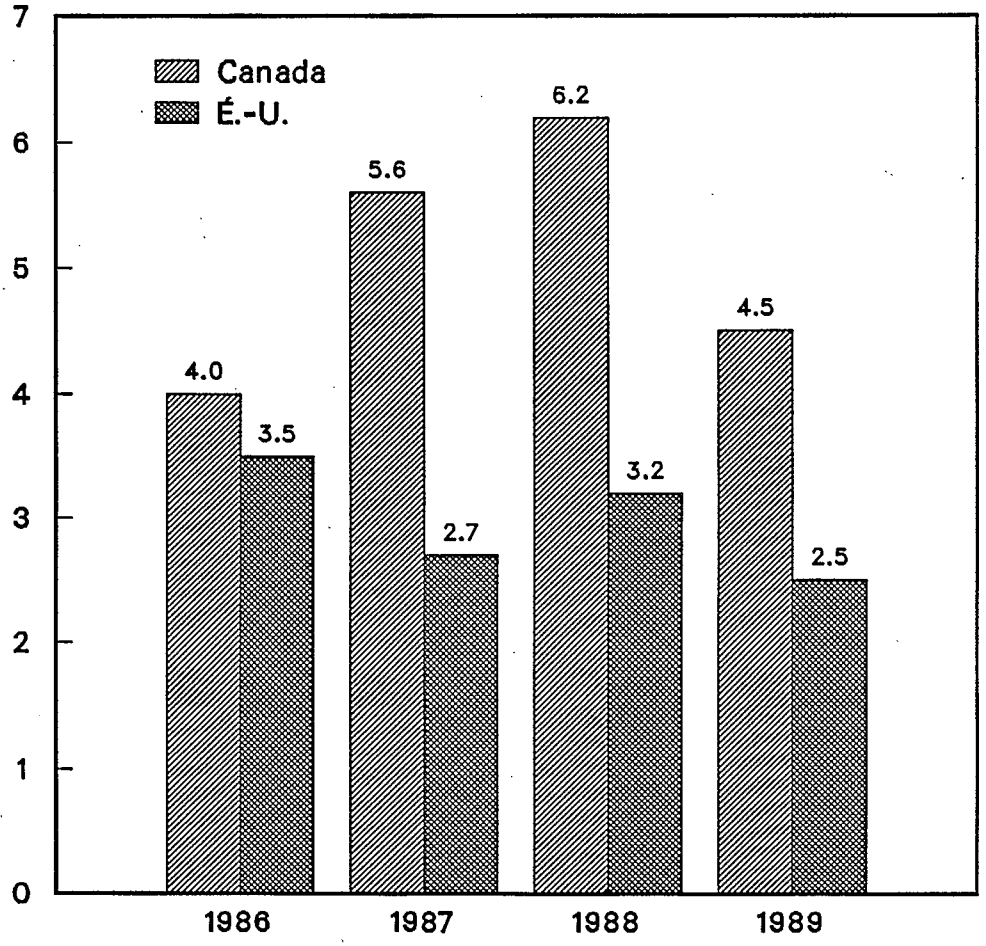
DEMANDE INTÉRIEURE FINALE - PRINCIPALES COMPOSANTES
COMPARAISON CANADA - É.-U.
(croissance en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1989 T1	1989 T2	1989 T3	1989 T4
					(croissance trimestrielle taux annuel)			
CANADA								
Demande intérieure finale	4.0	5.6	6.2	4.5	5.4	2.7	1.1	7.0
Dépenses de consommation	4.2	4.9	4.3	4.0	2.6	4.6	1.7	5.4
Investissements résidentiels	13.3	16.4	4.6	4.1	15.1	-16.5	6.4	15.5
Investissements non-résidentiels des entreprises	4.1	11.1	18.9	8.2	14.3	6.3	-7.2	11.4
ÉTATS-UNIS								
Demande intérieure finale	3.5	2.7	3.2	2.5	1.2	2.7	3.2	0.1
Dépenses de consommation	3.9	2.8	3.4	2.7	2.0	1.9	5.6	0.5
Investissements résidentiels	12.2	-0.4	-0.3	-2.9	-5.0	-12.3	-9.2	-1.1
Investissements non-résidentiels des entreprises	-3.3	3.9	8.4	3.3	6.9	8.6	5.2	-5.4

Détérioration des comparaisons internationales

Comparaison de la croissance de la demande intérieure finale entre le Canada et les États-Unis (en termes réels)

en pourcentage - une année sur l'autre



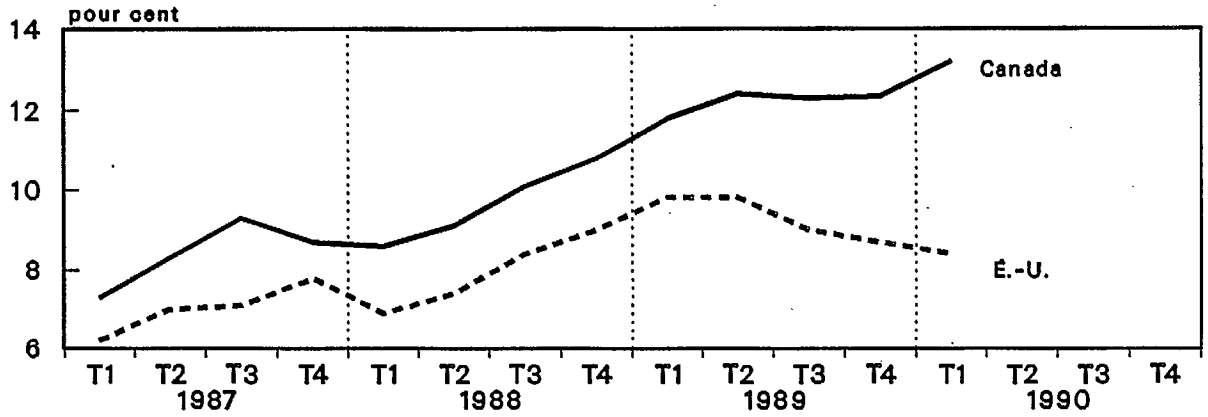
- Alors que les tensions importantes et à la hausse sur les salaires et les prix se sont heurtées à une politique monétaire ferme, les taux d'intérêt n'ont cessé d'augmenter tant au Canada qu'aux États-Unis.

- Au cours de la dernière année, même si les taux aux États-Unis ont ralenti quelque peu, au Canada ils ont continué d'augmenter en raison d'une accélération des tensions sous-jacentes sur les coûts et les prix.

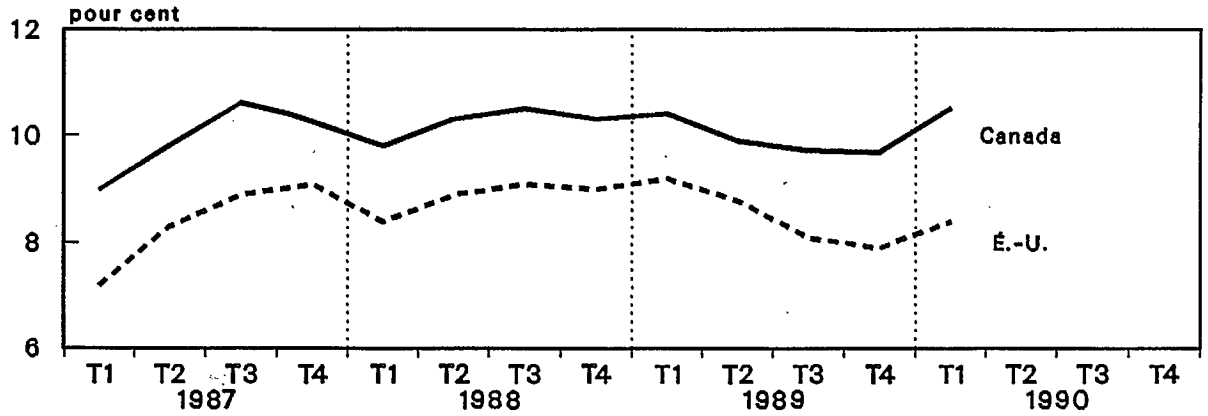
- Le dollar canadien n'a cessé de s'apprécier par rapport à la devise américaine à partir du début de 1987 jusqu'à la fin de 1989, son cours gagnant environ 15%. Récemment, le cours du dollar canadien a fléchi quelque peu.

Resserrement marqué de la politique

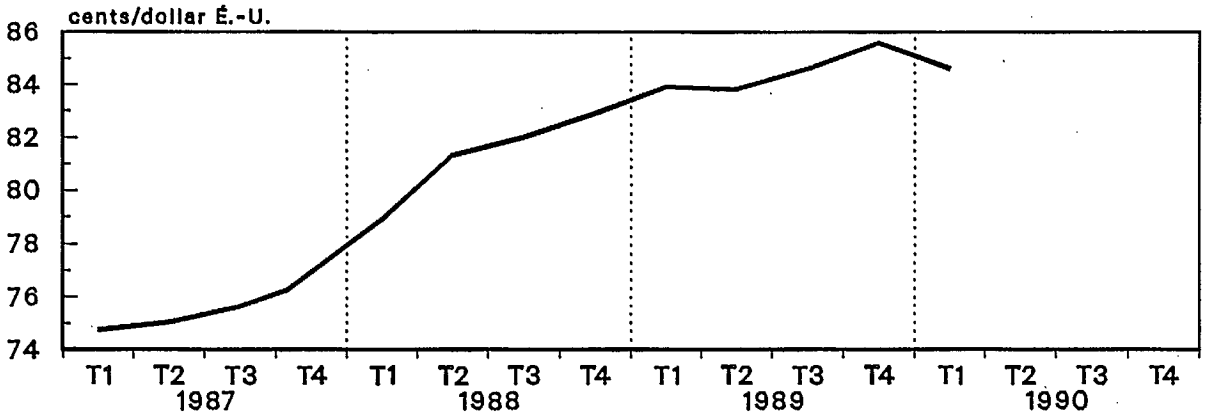
Taux d'intérêt à court terme, Canada-É.-U.



Taux d'intérêt à long terme, Canada-É.-U.



Taux de change, Canada-É.-U.



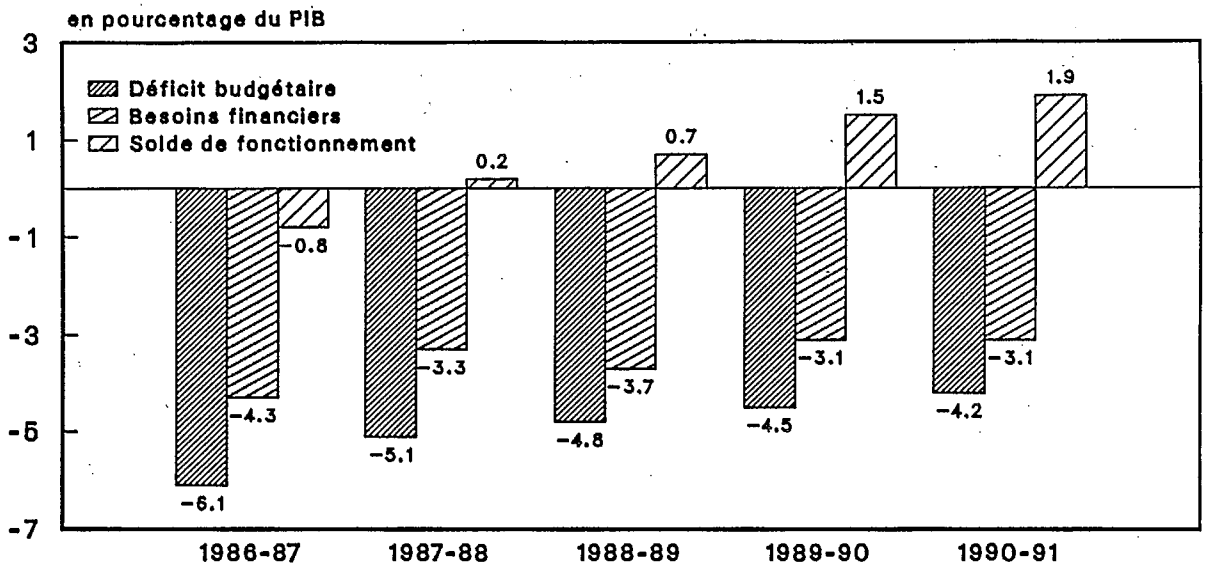
- Afin de permettre de freiner les tensions inflationnistes et d'assurer la marge de manoeuvre voulue pour garantir des baisses soutenables des taux d'intérêt, la politique financière a été resserrée sensiblement depuis 1987.

- L'augmentation de l'excédent de fonctionnement est la preuve de l'ampleur de la restriction; l'excédent de fonctionnement représente la différence entre les recettes publiques et les dépenses courantes de programmes.

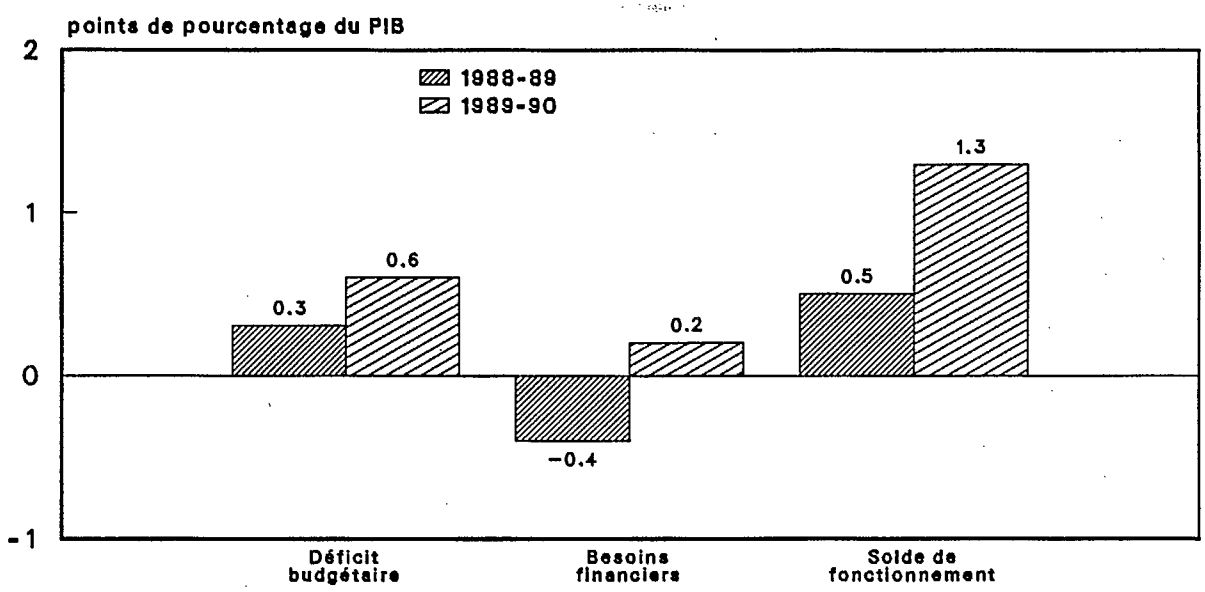
- En raison principalement des mesures prises pour freiner les dépenses de programmes, l'excédent de fonctionnement est passé de 0.2 pour cent du PIB en 1987-88 à 1.5 pour cent en 1989-90. Il s'agit d'une hausse de près de $9 milliards.

Situation financière du gouvernement fédéral

Orientation financière du gouvernement fédéral



Variation cumulative de l'orientation financière en 1988-89 et 1989-90

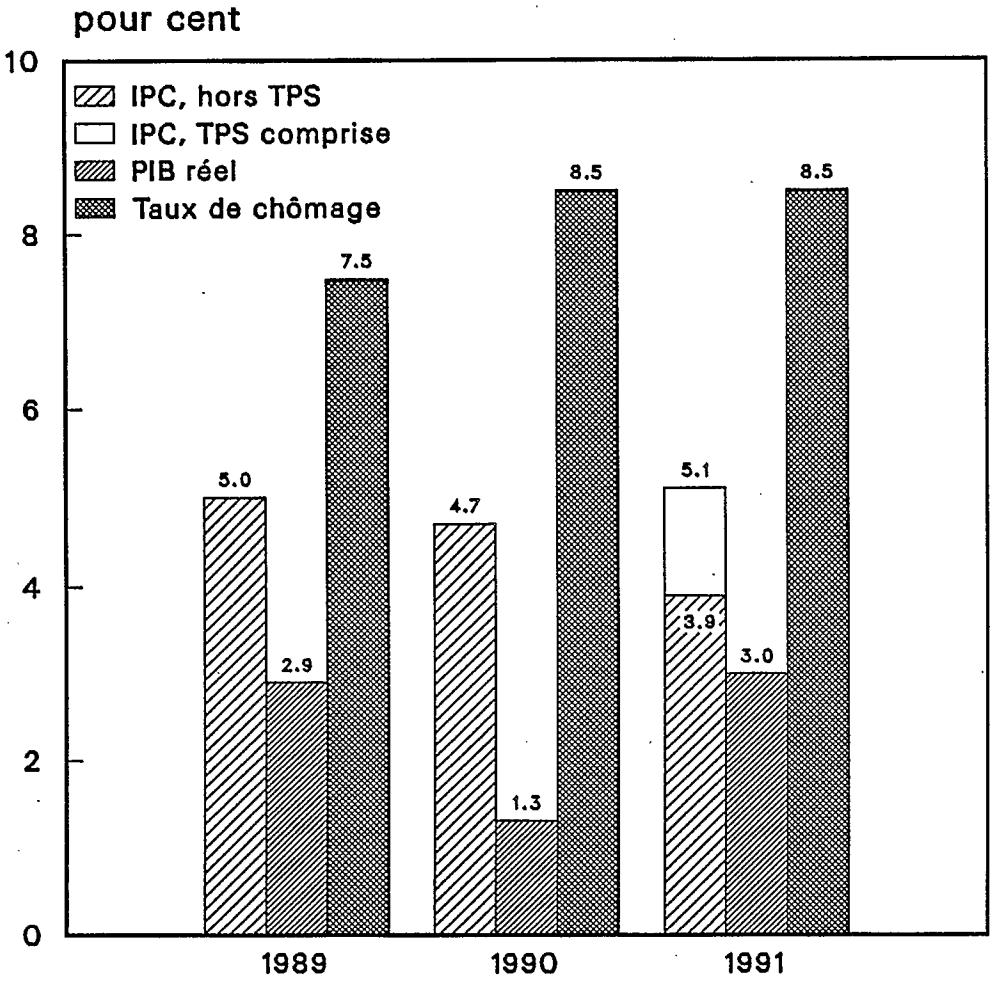


Un signe positif indique une évolution restrictive.

- Les politiques financière et monétaire du gouvernement visent à assurer la conjoncture nécessaire à une croissance économique soutenable.

- La croissance de la production devrait s'affaiblir cette année, le taux de chômage passant à 8.5% d'ici la fin de l'année. Cette situation atténuera les tensions inflationnistes et jettera les bases d'une expansion économique soutenue.

Perspectives de l'économie canadienne
Projections du budget de février 1990



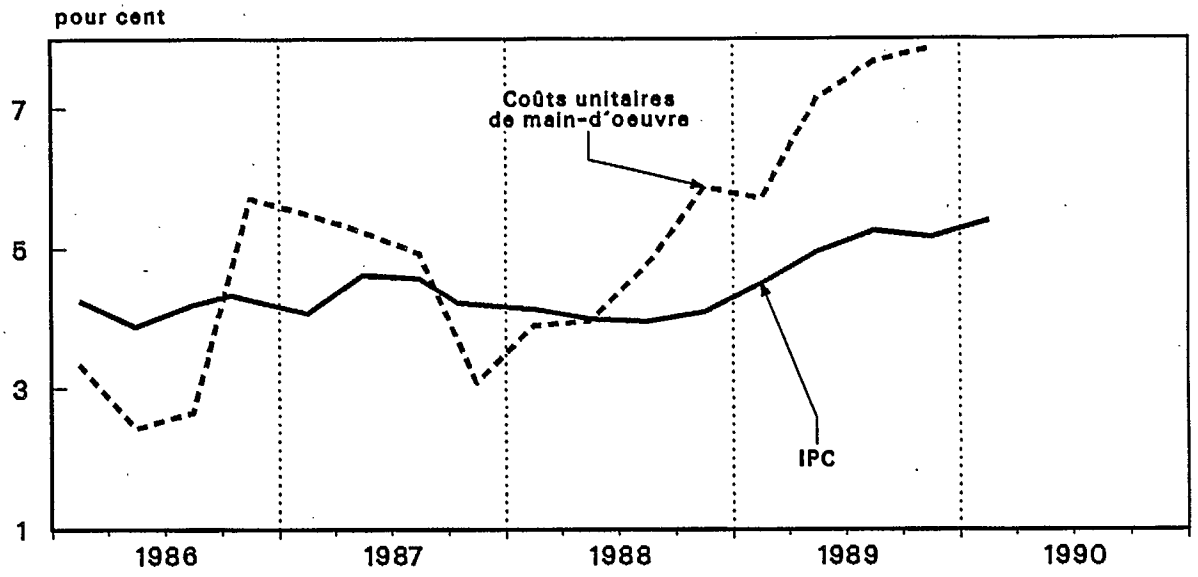
- Les risques inflationnistes sous-jacents sont plus grands au Canada qu'aux États-Unis.

  - Aux États-Unis, les augmentations des coûts de main-d'oeuvre suivent actuellement le taux d'inflation.

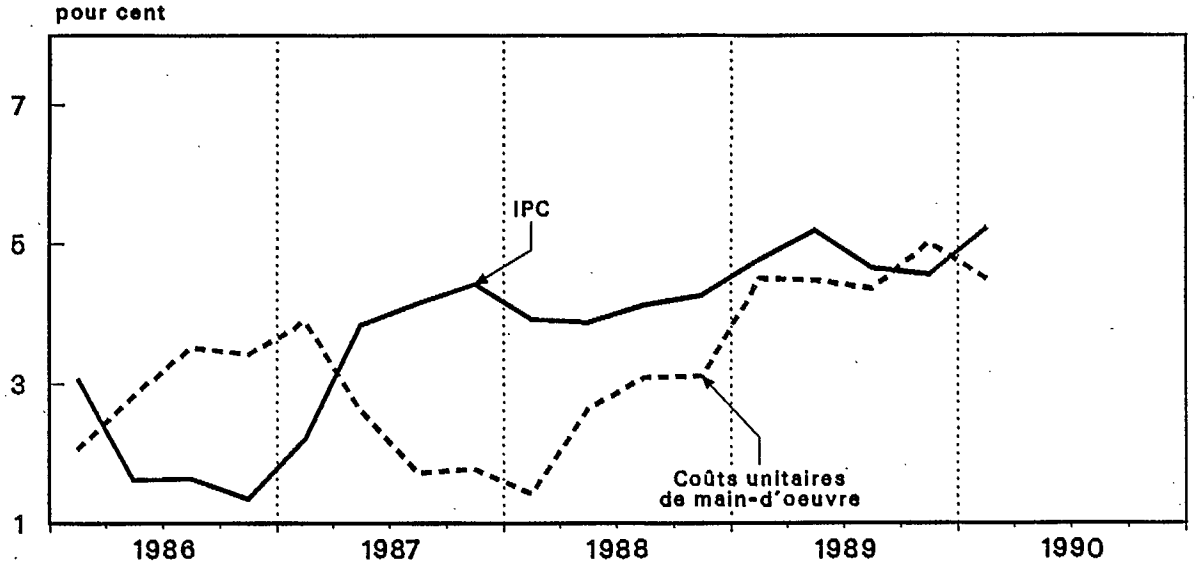
  - Cependant, au Canada, l'augmentation des coûts unitaires de main-d'oeuvre est sensiblement plus élevée que le taux actuel d'inflation, ce qui pose un risque d'une accélération des prix à court terme.

Augmentation des risques pour la compétitivité

Croissance des prix et des coûts: Canada



Croissance des prix et des coûts: États-Unis



- Des hausses marquées des emprunts des ménages ces dernières années, réunies à une augmentation des coûts d'emprunt, ont fait passer les fardeaux d'endettement des consommateurs à des niveaux semblables à ceux du début des années 80. Il est essentiel que les emprunts des ménages diminuent pour renverser cette situation.

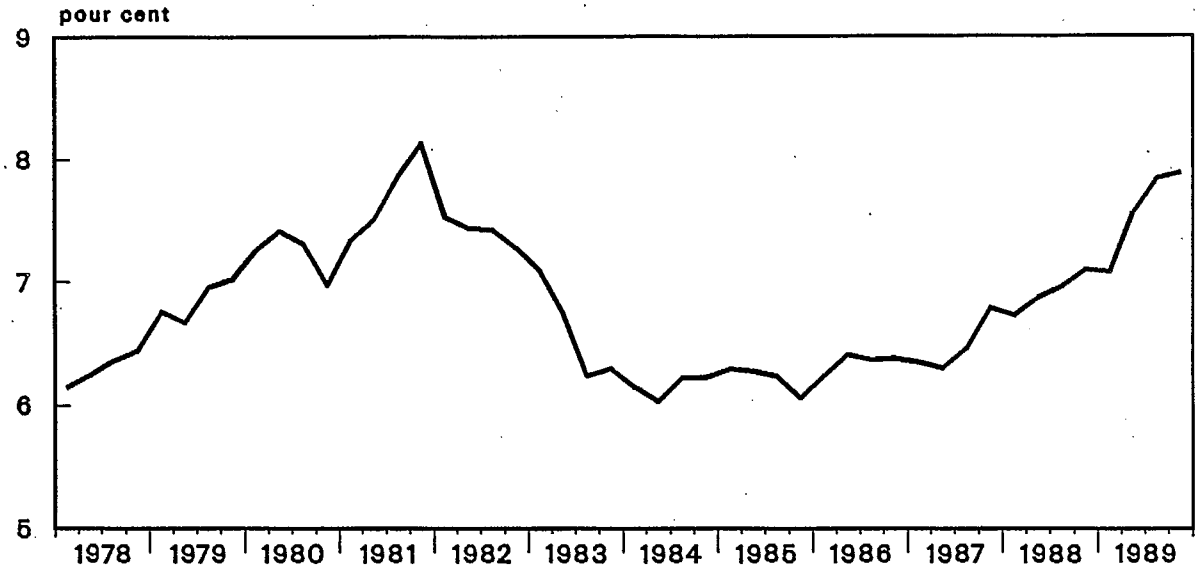
- De même, les marges bénéficiaires des entreprises ont sensiblement diminué depuis la fin de 1988. Le rétablissement des bilans des entreprises passe par le contrôle des tensions exercées sur les coûts unitaires de main-d'oeuvre.

MARGES BÉNÉFICIAIRES DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES
(en pourcentage)

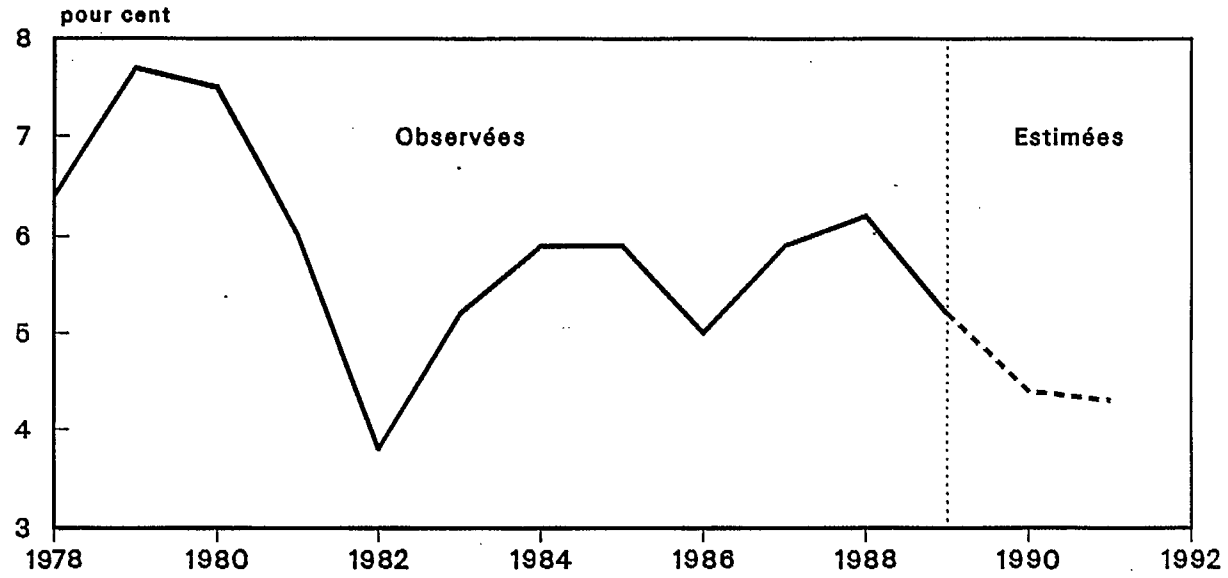
	1977-87	1988				1989				1990
	Moyenne	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Tous les secteurs d'activités	5.92	6.22	6.11	6.25	6.07	5.80	5.39	4.89	4.88	4.33
Ressources	13.08	12.21	13.15	12.37	13.01	11.92	10.52	9.16	8.52	7.19
Autres que les ressources	4.78	5.43	5.18	5.46	5.18	5.01	4.72	4.35	4.42	3.97

Augmentation des risques pour la compétitivité

Intérêt sur le crédit à la consommation et emprunts hypothécaires en proportion du revenu personnel disponible



Marges bénéficiares des sociétés industrielles



- Les tendances divergentes de la situation des coûts et des prix dans les secteurs de biens et des services sont aussi évidentes en ce qui concerne l'emploi et la production.

  - La croissance de la production dans le secteur de biens a sensiblement ralenti au cours des derniers trimestres, alors que le ralentissement dans le secteur des services a été beaucoup moins marqué.

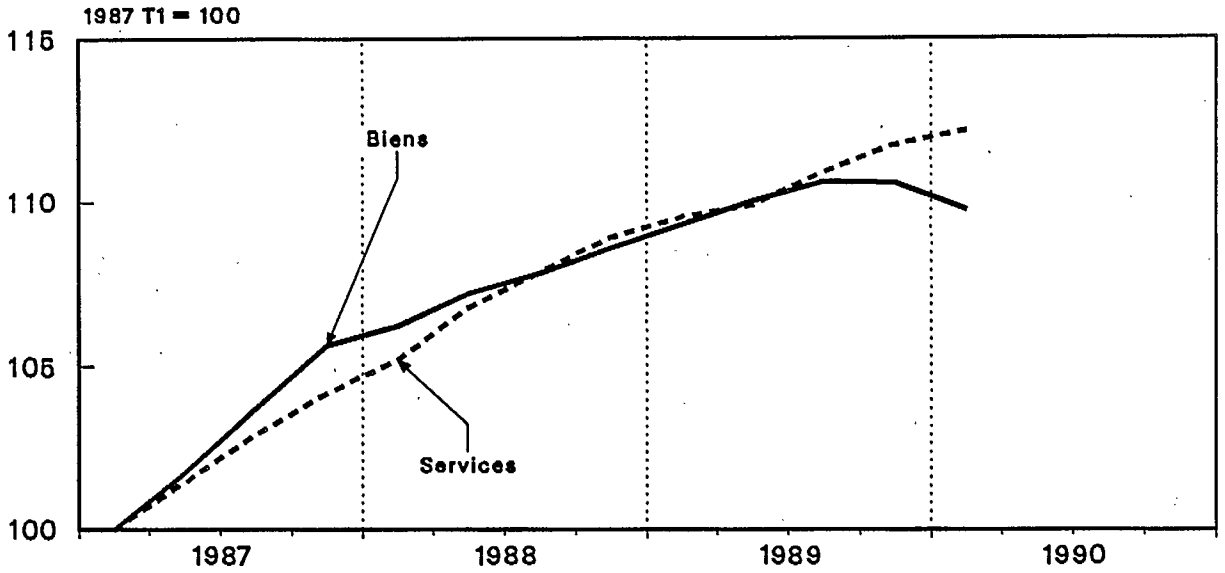
  - L'emploi a diminué au cours de la dernière année dans le secteur de biens. Par contre, dans le secteur des services, l'emploi continue d'augmenter fortement.

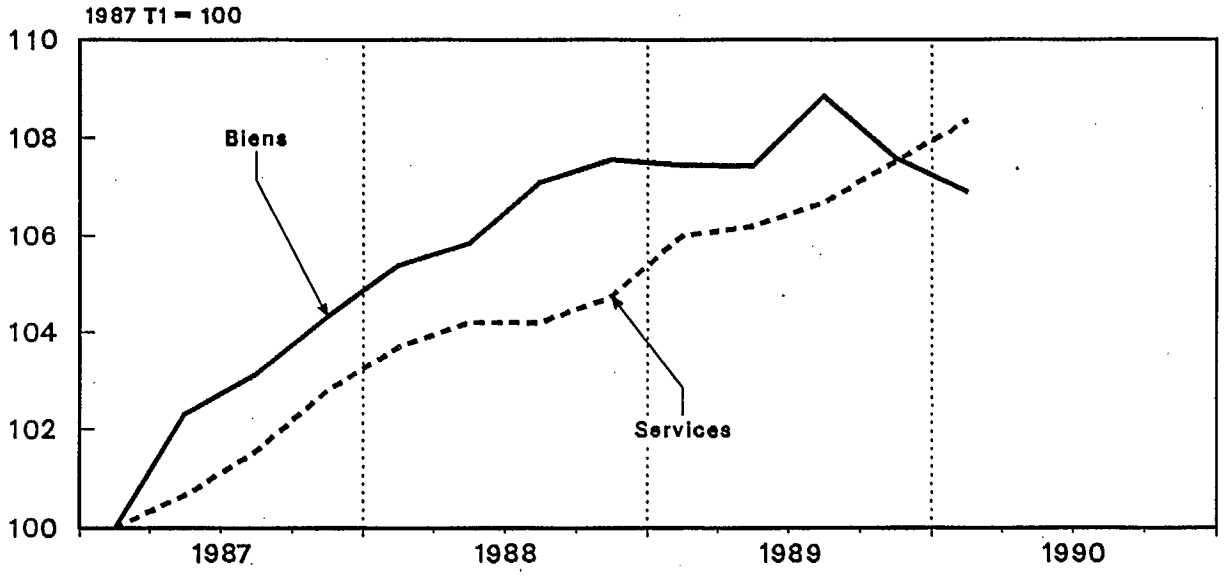
EMPLOI PAR TYPE D'INDUSTRIES
(variation en pourcentage d'une année sur l'autre)

			1989		1990				
	1988	1989	T3	T4	T1	Janv.	Fév.	Mars	Avr.
Secteurs de biens	4.0	1.2	1.6	-0.2	-0.8	-0.9	-0.9	-0.8	-0.7
Agriculture	-3.7	-3.6	2.7	-2.3	-0.4	-1.1	0.0	0.0	3.8
Autres industries primaires	3.5	-2.0	-3.6	-7.8	-3.2	-4.0	-1.5	-4.0	1.1
Secteur manufacturier	4.3	1.0	0.6	-0.9	-2.8	-2.4	-2.3	-3.6	-5.9
Construction	7.9	5.2	3.6	6.1	5.8	5.3	3.2	9.1	11.1
Secteur des services	2.9	2.3	2.3	2.7	2.4	2.2	2.8	2.1	3.3
Transports, comm., services publics	0.6	6.3	7.7	7.4	1.3	2.8	1.8	-0.6	0.9
Commerce	3.4	0.8	0.1	2.0	2.1	1.2	2.7	2.6	2.0
Finances, assurances et affaires immob.	4.3	0.7	0.4	6.3	5.2	7.5	5.0	3.1	3.9
Services commerciaux et personnels	3.7	2.2	1.4	1.7	2.6	1.9	2.9	3.0	5.5
Admin. publique	0.2	4.3	10.1	0.6	0.2	1.3	1.0	-1.6	-0.7

Augmentation des risques pour la compétitivité

Produit intérieur brut (au coût des facteurs) 1987 à 1990*



*1990 T1 est une moyenne des données de janvier et février.

Emploi 1987 à 1990